

MAIRIE DE THIVERVAL-GRIGNON
GRANDE RUE,
78850 THIVERVAL-GRIGNON

DEPARTEMENT DES YVELINES
COMMUNE DE THIVERVAL-GRIGNON
DECLARATION DE PROJET EMPORTANT
MISE EN COMPATIBILITE DU PLU



EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ENQUETE PUBLIQUE

A. CONTEXTE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	4
A.I. LE PLU ET L'ENVIRONNEMENT	4
A.II. LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	4
B. PREMIERE PARTIE : PRESENTATION GENERALE DES OBJECTIFS DE LA DECLARATION DE PROJET ET ANALYSE DE SON ARTICULATION AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES	7
B.I. PRESENTATION DU PROJET	8
B.I.1. LOCALISATION DU PROJET	8
B.I.2. LE PROJET	9
B.I.3. ARTICULATION AVEC LE PADD	11
B.I.4. ARTICULATION AVEC LE ZONAGE	12
B.I.5. ARTICULATION AVEC LE REGLEMENT	13
B.II. ANALYSE DE L'ARTICULATION AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES	15
B.III. LA COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	16
B.III.1. LE SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION ILE DE FRANCE SDRIF	16
B.III.2. LE SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION ILE DE FRANCE – ENVIRONNEMENTALE SDRIF-E	18
B.III.3. LE SDAGE SEINE NORMANDIE	19
B.III.4. LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) MAULDRE	21
B.III.5. GESTION DES DÉCHETS : PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS (PRPGD)	22
C. DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES DE SON EVOLUTION PROBABLE SI LA DECLARATION DE PROJET N'EST PAS MIS EN ŒUVRE.	24
C.I. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT: PRESENTATION DU PROFIL ENVIRONNEMENTAL..	25
D. ETUDE DES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES QUI SONT SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES PAR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU	35
D.I. ENJEUX FLORISTIQUES ET PHYTOECOLOGIQUES	36
D.I.1. LES HABITATS	36
D.I.2. LA FLORE.....	36
D.II. ENJEUX FAUNISTIQUES	37
D.II.1. LES OISEAUX	37
D.II.2. LES MAMMIFERES TERRESTRES	37
D.II.3. LES CHIROPTERES	38
D.II.4. LES AMPHIBIENS.....	38
D.II.5. LES REPTILES	39
D.II.6. LES PAPILLONS DIURNES	39
D.II.7. LES ODONATES (LIBELLULES)	40
D.II.8. LES ORTHOPTERES ET ASSIMILES	40
D.III. ENJEUX FONCTIONNELS	40

D.III.1. METHODOLOGIE D'EVALUATION	42
D.III.2. ENJEUX FONCTIONNELS SUR L'AIRE D'ETUDE	44
E. EXPOSE DES MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A ETE RETENU AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES RAISONS QUI JUSTIFIENT LE CHOIX OPERE AU REGARD DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES	45
E.I. LES RAISONS DES CHOIX DU PROJET	46
F. L'EXPOSÉ DES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	49
F.I. LA METHODOLOGIE EMPLOYEE	50
F.II. L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET	51
G. L'EVALUATION DES INCIDENCES SUR LE SITE NATURA 2000	58
G.I.1. RAPPEL DU CADRE JURIDIQUE DE L'EVALUATION DES INCIDENCES	59
G.I.2. EVALUATION PRELIMINAIRE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000	61
G.I.3. DESCRIPTION DES SITES NATURA 2000 CONCERNES PAR LE PROJET.....	62
G.I.4. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE	63
G.I.5. EVALUATION PRELIMINAIRE	64
G.I.6. CONCLUSION DE L'ETUDE D'INCIDENCES NATURA 2000	65
H. INDICATEURS DE SUIVI ENVIRONNEMENTAUX.....	66

A. CONTEXTE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

A.I. LE PLU ET L'ENVIRONNEMENT

Les obligations légales des collectivités territoriales en matière de prise en compte de l'environnement dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme sont affirmées dans les lois Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) et Urbanisme et Habitat (UH). Ces dispositions ont été progressivement renforcées notamment avec les lois Grenelle puis ALUR.

Les codes de l'environnement et de l'urbanisme imposent une prise en compte de l'environnement. En conséquence, sous peine d'illégalité, les documents d'urbanisme doivent respecter les préoccupations environnementales.

Tous ces textes s'appuient sur la notion de développement durable dans lequel le projet élaboré par la collectivité résulte d'une recherche d'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part (Article L101-2).

A.II. LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La loi SRU avait déjà introduit, dans le rapport de présentation de chaque document d'urbanisme, une analyse de l'état initial de l'environnement et une évaluation des incidences des orientations sur l'environnement (article R.123 du code de l'urbanisme).

La directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a introduit les outils et méthodes de l'évaluation environnementale. Les objectifs de cette évaluation sont à la fois de :

- fournir les éléments de connaissance environnementale utiles à l'élaboration du projet communal,
- favoriser la prise en compte des enjeux environnementaux,
- vérifier la cohérence avec les obligations réglementaires et leur articulation avec les autres plans et programmes en vigueur sur le territoire,
- évaluer le chemin faisant les impacts du projet sur l'environnement, et au besoin, proposer des mesures visant à les améliorer,
- contribuer à la transparence des choix et la consultation du public,
- préparer le suivi de la mise en œuvre du PLU afin de pouvoir en mesurer l'efficacité au regard des objectifs fixés.

En matière de document d'urbanisme, l'évaluation environnementale a été fixée par le décret du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme modifié par le décret du 18 décembre 2015 et par le décret du 11 août 2016 et par décret du 25 avril 2017 modifié par décret du 29 juin 2021. Le contenu de cette évaluation environnementale est défini par l'article R122-20 du code de l'environnement:

1° Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec

d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

2° Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés ;

3° Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement ;

5° L'exposé :

a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages. Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;

b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 ;

6° La présentation successive des mesures prises pour :

a) Eviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;

b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a ci-dessus n'ayant pu être évitées ;

c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évité ni suffisamment réduit. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.

Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière.

7° La présentation des critères, indicateurs, modalités et échéances-retenus :

a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6° ;

b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ;

8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;

La commune de Thiverval-Grignon a fait le choix d'établir une évaluation environnementale de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

La méthodologie employée consiste à la rédaction de l'évaluation environnementale qui se décompose ainsi :

- Résumé non technique,
- Evaluation environnementale du PLU.

Le résumé non technique du rapport environnemental constitue une pièce complémentaire du présent Plan Local d'Urbanisme, conformément à l'alinéa II de l'article R.122-20.

La présente évaluation environnementale de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Thiverval-Grignon est établie conformément aux dispositions de l'article R.122-20 du Code de l'Urbanisme modifié par décret du 29/06/2021. Elle est proportionnée à l'importance de la déclaration de projet, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux du territoire, conformément à l'alinéa I de l'article R.122-20. Ce projet réglementé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement fera l'objet d'une procédure d'enregistrement pour la création de d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) rangée sous la rubrique 2760-3 de la nomenclature des ICPE.

L'ensemble de cette évaluation environnementale reprend les informations issues des pièces réglementaires et études environnementales présentes dans le projet de dossier d'enregistrement ICPE prochainement en consultation publique.

Elle comprend les 5 parties suivantes :

PREMIERE PARTIE : présentation générale des objectifs de la déclaration de projet et analyse de son articulation avec les plans et programmes ;

DEUXIEME PARTIE : description de l'état initial de l'environnement de Thiverval-Grignon, examen des perspectives de son évolution probable si la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n'est pas mis en œuvre et analyse des caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre de la déclaration de projet ;

TROISIEME PARTIE : exposé des motifs pour lesquels la déclaration de projet a été retenue au regard des objectifs de protection de l'environnement et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables ;

QUATRIEME PARTIE : exposé des effets notables probables de la mise en œuvre de la déclaration de projet sur l'environnement et évaluation des incidences potentielles, mesures d'évitements, réductions et de compensations ;

CINQUIEME PARTIE : indicateurs de suivi environnementaux.

**B. PREMIERE PARTIE : PRESENTATION GENERALE DES
OBJECTIFS DE LA DECLARATION DE PROJET ET
ANALYSE DE SON ARTICULATION AVEC LES PLANS
ET PROGRAMMES**

B.I. PRESENTATION DU PROJET

B.I.1. LOCALISATION DU PROJET

Le secteur d'étude est situé à l'ouest de l'Île-de-France, dans le département des Yvelines, sur le territoire de la commune de Thiverval-Grignon.

Les terrains concernés se trouvent sur des parcelles à vocation agricole, implantées immédiatement à l'est du Golf (aménagé à l'issue de l'exploitation d'une l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) par la société TERSEN jusque 2022).

Ces terrains sont localisés au niveau des lieux-dits « Les Vieilles Vignes », « Pont Cailloux » et « Côte de Grignon ».

À la suite de remontées d'informations formulées par les propriétaires et exploitants agricoles, signalant une des problématiques de fortes pentes, de sols dégradés, érodés et une hétérogénéité au sein des terres arables, et dans le cadre des échanges menés avec la société TERSEN, un projet de revalorisation agronomique a été étudié. Ce projet prévoit un reprofilage topographique des terrains, visant à homogénéiser et améliorer leur qualité agricole, ainsi que la création d'un biocorridor calcicole à vocation écologique intégré aux talus d'aménagement, tout en améliorant la gestion hydraulique.

Pour permettre la réalisation de ce projet, la commune de Thiverval-Grignon doit engager une déclaration de projet emportant la mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), afin de rendre possible l'inscription de cette opération dans son document d'urbanisme.



Localisation du projet sur la commune de Thiverval-Grignon échelle 1/30 000^{ème}.

B.1.2. LE PROJET

Le projet vise, par l'apport de matériaux inertes, à reprofiler les terrains de manière à restituer un modelé plus adapté aux pratiques agricoles en cours, réduisant l'érosion et permettant une revalorisation agronomique homogène des terrains agricoles, présentant actuellement un appauvrissement agronomique lié aux sols calcaires sous-jacents en place. Le projet prévoit également la création d'un biocorridor calcicole.

Le projet couvre une superficie totale d'environ 36,7 ha, comportant une surface à aménager de 35,8 ha et une surface concernée par les remblayages de 34,9 ha. À terme, la remise en état agricole sera réalisée sur environ 27,8 ha et la création du corridor calcicole est prévue sur environ 8,9 ha (y compris surfaces d'aménagements hydrauliques et milieux humides).

L'exploitation est prévue sur une durée globale de 9 ans, dont 8,5 ans d'apport de matériaux. La quantité maximale de matériaux admis annuellement est de 550 000 m³ (soit environ 990 000 tonnes), afin de pouvoir répondre à des chantiers exceptionnels, pour un apport annuel moyen de 400 000 m³ (soit environ 720 000 tonnes).

L'exploitation de ce site entraînera en moyenne 107 rotations de camions par jour (au maximum 147 rotations par jour).

Les matériaux réceptionnés sur le site sont exclusivement de nature inerte (uniquement de type terres et pierres pour les opérations de remblayage, et mélanges de béton, tuiles et céramique pour la sécurisation des pistes. La traçabilité des matériaux réceptionnés sera assurée par une procédure débutant sur le chantier de production, avec une demande d'acceptation préalable réglementaire caractérisant les matériaux. Des contrôles seront assurés à l'admission des matériaux, à l'entrée du site puis lors du déchargement puis lors de la mise en œuvre sur le site.

La remise en état agricole et calcicole sera coordonnée afin d'éviter le maximum de gêne ponctuelle vis-à-vis des habitations les plus proches, ainsi que pour maintenir une surface agricole exploitable (terrains aménagés et en attente d'aménagement) maximale.

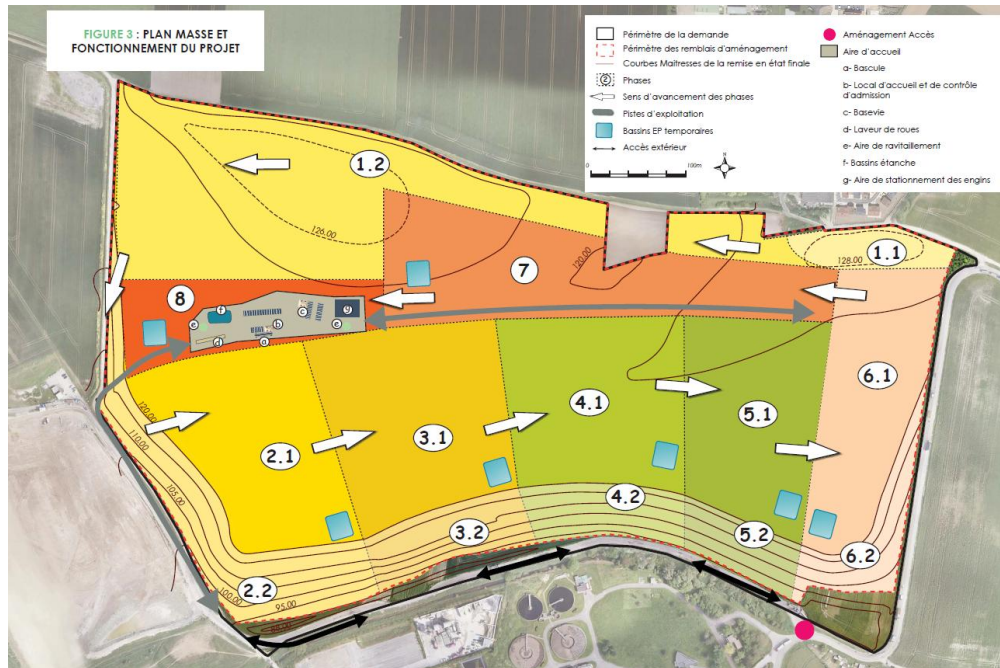
L'aménagement prévu sur 9 ans est organisé comme suit :

- Avant la mise en service de l'ISDI, auront lieu les diagnostics préventifs archéologiques, fouilles ou prescriptions de protection éventuelles, puis seront réalisés la clôture du site, le décapage des terres végétales et limons, ainsi que la mise en place de la voie d'accès et des installations d'accueil
- Ensuite, à partir de la mise en service de l'ISDI, pendant 8,5 ans, auront lieu par phases le décapage de terres végétales, l'apport et la mise en place des matériaux inertes et une fois le remblai de matériaux inertes mis en place selon le modelé d'aménagement, le régalaie des limons et substrats nécessaires à la reconstitution et à l'amélioration et des sols cultivables.

Lors de la dernière année, auront lieu les derniers apports de matériaux inertes et nivellement ainsi que la finalisation de la remise en état des surfaces agricoles et du biocorridor calcicole.

- LE PHASAGE D'EXPLOITATION DE L'ISDI

Les terrains concernés présentent une superficie d'environ 37 ha. L'aménagement sera réalisé du Nord-Est vers le Nord-Ouest (phase 1) puis de l'Ouest vers l'Est (phases 2 à 6) et enfin de l'Est vers l'Ouest (Phase 7 et 8) par tranches successives peu étendues.



Principe de phasage du projet

- LE SUIVI DU REAMENAGEMENT

La tenue et la mise à jour d'un plan topographique d'avancement d'exploitation permettront de localiser les zones et les niveaux de réaménagement correspondant aux données figurant dans le registre d'admission.

Le site sera sécurisé et clôturé, pendant toute la durée d'exploitation, à l'aide de clôtures avec poteaux bois de type agricole/forestier à larges mailles. À l'issue de celle-ci, les dispositifs de restriction d'accès seront retirés.

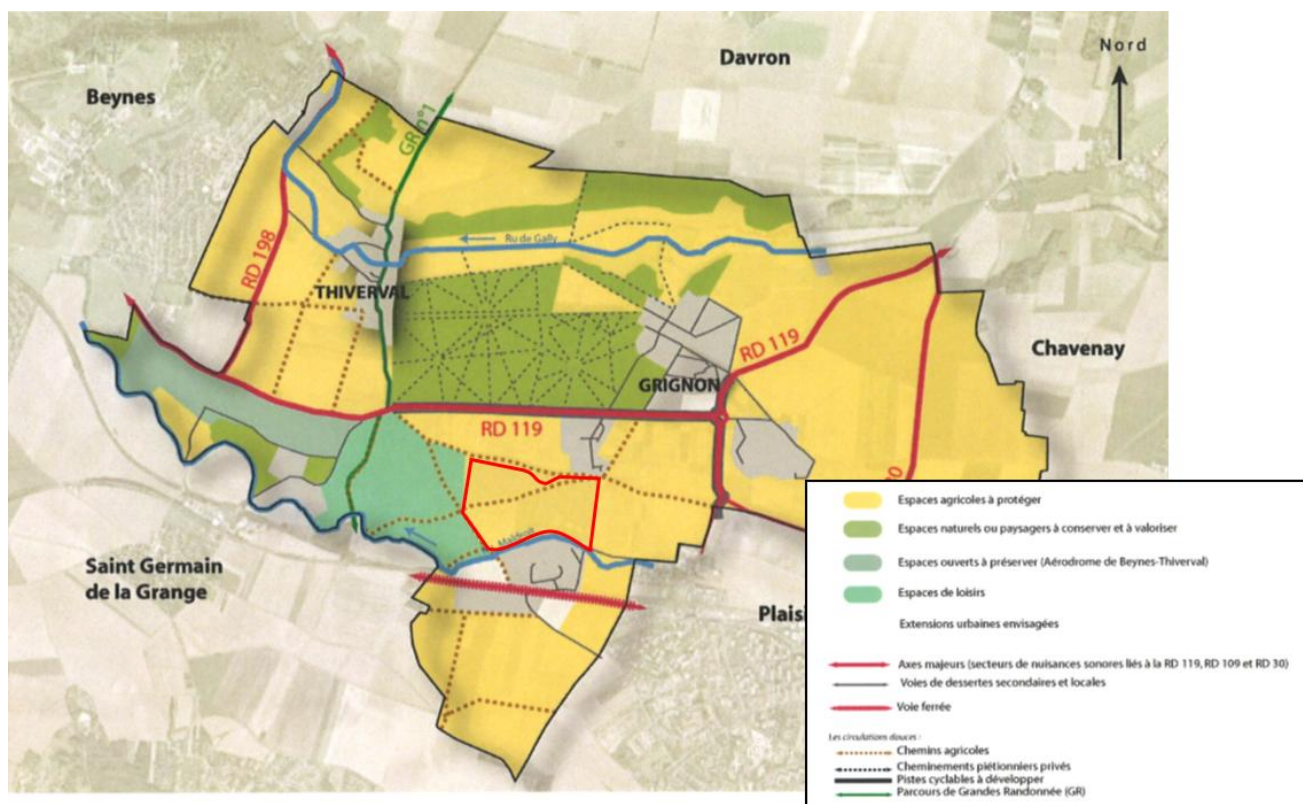
Les travaux d'aménagement seront réalisés à l'aide de pousseurs de terres et ponctuellement d'engins de transports de terres, pour les travaux de terrassements et de nivellement des terrains. Au-dessus des matériaux inertes, la couverture sera adaptée aux différentes vocations prévues dans le plan de remise en état.

B.I.3. ARTICULATION AVEC LE PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Thiverval-Grignon décrit un objectif d'évolution de la commune dans le respect d'un équilibre entre urbanisation, maintien des espaces naturels et exploitation des espaces agricoles.

Quatre grandes orientations sont ainsi :

- Protéger et valoriser les patrimoines naturels et bâtis de la commune,
- Maîtriser le développement de l'urbanisation,
- Pérenniser les activités et prévoir leur évolution et leur diversification,
- Assurer une gestion cohérente des déplacements,



Le Projet protégera et valorisera les patrimoines naturels et bâtis de la commune en :

- Conservant des espaces en agriculture dans les emprises d'espaces agricoles à protéger aux abords du périmètre de protection des monuments historiques formé par le domaine du Château de Grignon, l'église de Thiverval et la ferme expérimentale,
- Portant attention aux franges urbanisées en aménageant des espaces de transition visuelle (plantations, merlon arbustif, etc.) au droit des habitations de Folleville et dans l'axe du point noir paysager de l'usine d'incinération de Pont Caillou,
- Prolongeant le coteau calcicole, accompagné d'une plus grande diversité écologique dans la vallée du ru du Maldroit (identifié comme ru à préserver),

Le Projet pérennisera et développera les activités existantes en :

- Valorisant la qualité agronomique des terres agricoles accueillant le projet,
- Sanctuarisant les espaces agricoles et naturels réaménagés.

Le Projet assurera une gestion cohérente des déplacements en :

- Préservant la diversification des cheminements piétons existants (CR des Nourrices, de Neauphle, le GR1, etc.),
- Créant un nouveau diverticule de promenade le long du coteau calcicole.

Les apports positifs du projet au regard des enjeux de préservation de l'identité agricole, d'amélioration de l'agronomie des sols, de réponse aux enjeux paysagers et écologiques locaux, et de développement des cheminements à circulation douce entre les secteurs habités et chemins de randonnées, constituent un ensemble de mesures d'intérêt collectif et général.

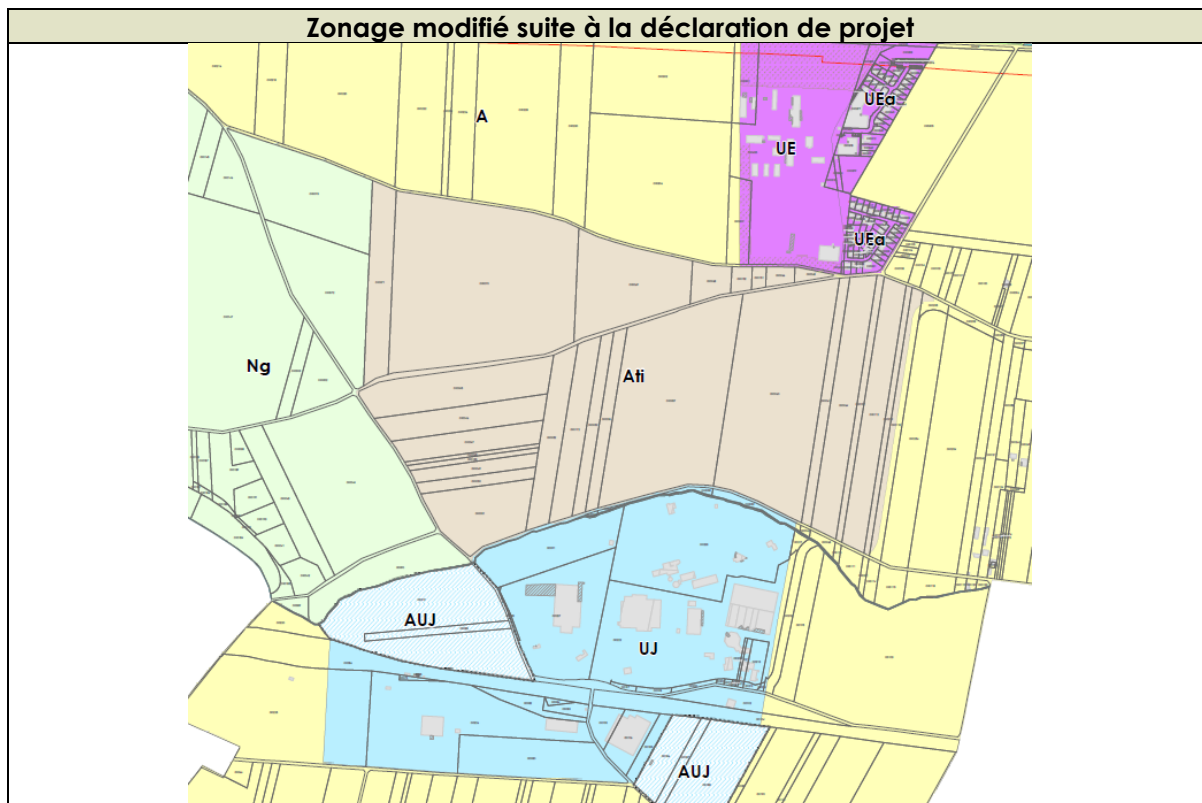
Le projet est en pleine compatibilité avec le PADD de la commune de Thiverval-Grignon.

B.I.4.ARTICULATION AVEC LE ZONAGE

Dans le cadre de la réalisation du projet, une modification du zonage du PLU de Thiverval-Grignon doit être effectuée, afin de limiter l'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur l'ensemble de la zone agricole, la mise en œuvre d'un sous-secteur agricole **Afi** est réalisée en s'appuyant sur le périmètre de la demande ICPE-ISDI formulée par la société Tersen, incluant certaines parcelles contiguës que celle-ci ne maîtrise pas actuellement.

Cette modification du plan de zonage vise exclusivement un projet de valorisation des terrains agricoles, ainsi que la création d'un biocorridor calcicole par l'apport de matériaux inertes, au sein de la zone A.

Il est important de noter que cette modification du zonage n'engendre aucune consommation d'espace supplémentaire, puisqu'elle concerne uniquement un sous-secteur déjà inclus dans la zone Agricole.



B.I.5. ARTICULATION AVEC LE REGLEMENT

Le règlement du PLU de Thiverval-Grignon s'est structuré selon 16 articles pour chaque zone.

Pour la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, le règlement du PLU a dû faire l'objet de modifications concernant la zone agricole.

Règlement du PLU
<u>ARTICLE N.1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES</u>
Pas de modifications
<u>ARTICLE A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</u>
<p><u>SONT ADMIS</u> : sous réserve de l'application des articles R*111-2 et suivants du Code de l'urbanisme :</p> <p>Sont admis les constructions, installations et aménagements directement liées et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles. Une exploitation agricole est définie comme une unité fonctionnelle dirigée par un chef d'exploitation mettant en valeur localement une surface équivalant à au moins la moitié de la surface minimale d'installation (SMI) définie par le schéma directeur départemental des structures agricoles.</p> <p>Les constructions nouvelles à usage d'habitation liées à des bâtiments d'exploitation agricole existants ou à créer ainsi que leurs annexes sont autorisées à hauteur de 250 m² surface de plancher au maximum. Toutefois, celles-ci doivent être implantées à proximité des autres bâtiments de l'exploitation agricole.</p> <p>Les extensions des constructions existantes à vocation d'habitation sont autorisées à hauteur de 30 m² surface de plancher maximum et qu'elles n'aient lieu qu'une fois par période de 10 ans à la date d'approbation du PLU (17 juin 2011),</p> <p>Tout bâtiment à caractère agricole doit être contigu ou implanté, au moins en partie, à moins de 30 m du bâtiment principal (habitation, bureaux...) de l'exploitation agricole.</p> <p>Les affouillements et exhaussements du sol conformément au R 421-19 et R 421-23 f du Code de l'Urbanisme et s'ils sont liés aux travaux de voirie ou aux équipements d'intérêt public ou aux constructions autorisées dans la zone.</p> <p>La réalisation et l'aménagement des infrastructures routières, ainsi que les dispositifs techniques liés à ces dernières (ouvrages de régulation des eaux tels que : bassins de rétention et ouvrages liés aux circulations douces telles que : pistes cyclables), sous réserve que ceux-ci comportent des mesures particulières de préservation de l'environnement et s'accompagnent de paysagements destinés à s'inscrire dans le paysage environnant.</p> <p>Les constructions, installations et ouvrages nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif qui ne compromettent pas le potentiel agronomique, biologique ou économe des terres agricoles.</p> <p>Les exhaussements et affouillements du sol lorsqu'ils sont liés à un projet déclaré d'utilité publique ou d'intérêt général.</p> <p>Les constructions et ouvrages liés à la réalisation des équipements d'infrastructures existantes ou lorsqu'ils sont déclarés d'utilité publique ou d'intérêt général.</p> <p>Toutes constructions et installations nouvelles sont autorisées au-delà d'une bande de 5 m</p>

de part et d'autre le Ru du Maldroit.

Toutes constructions ou installations nouvelles implantées dans les périmètres de protection (immédiate, rapprochée et éloignée) de l'aqueduc de l'Avre, qui fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique par arrêté préfectoral du 11 janvier 1965, devra prendre en compte les prescriptions particulières applicables au sein de ces zones de protection.

Dans le sous-secteur Ati:

En sus de la réglementation de la zone A,

Sont autorisés les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et plus particulièrement les ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes) liées à la mise en valeur agricole par affouillements et exhaussements du sol et apports de matériaux inertes et création d'un bio-corridor calcicole.

Dans ce cadre sont autorisés les constructions et installations provisoires nécessaires au fonctionnement du site (Base vie, local de contrôle) dans la limite cumulée de 120 m² de surface de plancher sur l'ensemble de la zone Ati.

Pas de modifications des autres articles.

B.II. ANALYSE DE L'ARTICULATION AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES

La compatibilité et la prise en compte du projet avec les documents supra communaux est étudiée ci-dessous :

Plan, Schéma, Programme, Document de planification supra-communale	Compatibilité
Schéma directeur de la région Ile de France SDRIF	Compatible
Schéma directeur de la région Ile de France Environnementale SDRIF-E	Compatible

La compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes cités dans l'article R.512-46-4 9° du Code de l'Environnement est étudiée ci-dessous :

Plan, Schéma, Programme, Document de planification Article R.122-17 du Code de l'environnement	Compatibilité
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux	Compatible
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux	Compatible
Schéma mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement – Schéma Départemental des Carrières	Non concerné
Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du Code de l'Environnement	Non concerné
Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du Code de l'Environnement	Non concerné
Plan régional ou interrégional de prévention et de gestion des déchets dangereux prévu par l'article L. 541-13 du Code de l'Environnement	Non concerné
Plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux prévu par l'article L. 541-14 du Code de l'environnement	Non concerné
Plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Île-de-France prévu par l'article L. 541-14 du Code de l'environnement	Non concerné
Plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics prévu par l'article L. 541-14-1 du Code de l'environnement	Compatible
Plan de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics d'Île-de-France prévu par l'article L. 541-14-1 du Code de l'environnement	Compatible
Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du Code de l'environnement	Non concerné
Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du Code de l'environnement	Non concerné

B.III. LA COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

B.III.1. LE SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION ILE DE FRANCE SDRIF

Le SDRIF est l'outil de planification et d'organisation de l'espace régional qui propose une vision stratégique à long terme pour préparer les objectifs à 2030. La Commission d'enquête publique du SDRIF a remis au Président du Conseil régional d'Île-de-France, le 6 septembre 2013, son rapport et ses conclusions sur l'enquête publique du SDRIF qui s'est déroulée du 28 mars au 14 mai 2013.

Le 27 décembre 2013, le SDRIF a été approuvé par décret après avis du Conseil d'État.

Le SDRIF a pour vocation de répondre aux grands défis à travers un modèle de développement durable bâti sur des principes forts d'aménagement (densité, intensité, mixité, polycentrisme, résilience, subsidiarité, etc.) et trois grands piliers qui viennent structurer l'ensemble du projet régional : « Relier et structurer », « Polariser et équilibrer », et « Préserver et valoriser ». La traduction de la stratégie régionale s'effectue selon deux approches fondamentales et complémentaires fixant des objectifs forts pour :

- Améliorer la vie quotidienne des Franciliens ;
- Consolider le fonctionnement métropolitain de l'Île-de-France.

Le document a été conçu sous la forme de cinq fascicules et d'une carte normative. L'un d'eux présente les Défis, Projet spatial régional et Objectifs. La valorisation et la préservation des ressources naturelles, de la biodiversité, du patrimoine naturel, urbain, architectural et paysager, constituent des principes forts de l'aménagement régional.

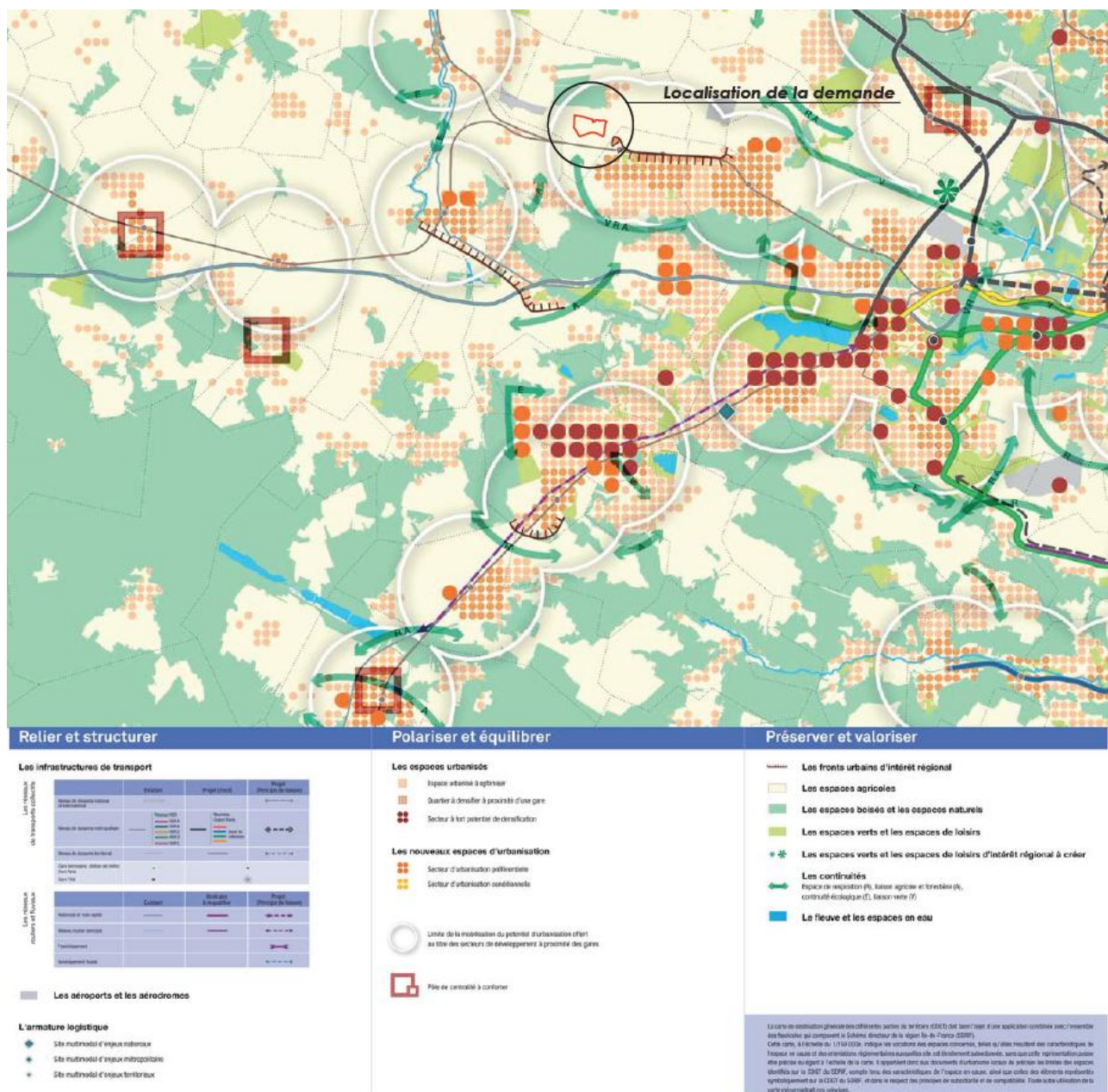
Orientations : « Dans les espaces agricoles, sous réserve des capacités d'urbanisation cartographiées et non cartographiées prévues, sont exclus tous les installations, ouvrages et travaux autres que les aménagements et les constructions nécessaires à l'adaptation de l'appareil productif agricole.

Peuvent toutefois être autorisés sous condition de ne pas nuire à l'activité agricole ou de ne pas remettre en cause sa pérennité : (...)

-à titre exceptionnel, lorsqu'ils ne peuvent être accueillis dans les espaces urbanisés, des ouvrages et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif de niveau intercommunal liés notamment au traitement des déchets solides ou liquides ainsi qu'à la production d'énergie (...).

Ces aménagements et ces constructions doivent être économes en espace et veiller à une bonne intégration environnementale et paysagère. Leur localisation doit prendre en compte les risques de nuisances pour le voisinage, ainsi que les données géomorphologiques et hydrographiques du terrain.

Il importe également de maintenir les continuités entre les espaces et d'assurer les accès entre les sièges d'exploitation, les parcelles agricoles et les équipements d'amont et d'aval des filières. Ainsi qu'il est prescrit dans le 3-5 (les continuités : espaces de respiration, liaisons agricoles et forestières, continuités écologiques, liaisons vertes), la fragmentation des espaces agricoles doit être évitée et lorsqu'elle ne peut l'être, les continuités doivent être rétablies. ».



Le projet de valorisation de terrains agricoles et de création d'un bio-corridor calcicole, ISDI à vocation agricole et paysagère, présentant des mesures écologiques, prend en compte les dispositions d'intégration environnementale et paysagère du SDRIF et de préservation des fonctionnalités et d'unicité des espaces agricoles, et s'y montre ainsi compatible.

B.III.2. LE SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION ILE DE FRANCE – ENVIRONNEMENTALE SDRIF-E

En mars 2022, la Région Île-de-France a lancé la révision de son Schéma directeur environnemental (SDRIF-E), qui détermine l'aménagement du territoire d'ici à 2040. Concrètement, le SDRIF-E a pour objectif :

- D'encadrer la croissance urbaine, l'utilisation de l'espace et la préservation des zones rurales et naturelles ;
- De déterminer la localisation des grandes infrastructures de transports et des grands équipements ;
- De favoriser le rayonnement international de la région.

Le projet de SDRIF-E a été arrêté par le Conseil Régional le 12 juillet 2023 et soumis à enquête publique jusqu'au 16 mars 2024. Il a ensuite été adopté par le Conseil Régional le 11 septembre 2024 et devrait être approuvé début 2025.

Le site projeté est localisé au sein d'un espace agricole à préserver. Tels que définis par les Orientations règlementaires du SDRIF-E, les espaces agricoles franciliens sont des espaces productifs mais également des espaces de nature, de ressourcement, de calme, d'intérêt paysager.

Au sein de ces espaces agricoles sont admis les projets d'intérêt collectif compatibles avec l'activité agricole, en associant des critères d'économie d'espace, de bonne intégration environnementale et paysagère, en prenant en compte les risques de nuisances générés, ainsi que la géomorphologie et l'hydrographie des terrains.

Par ailleurs, les éléments, les espaces et les milieux d'intérêt écologique et paysager présents dans les espaces à dominante agricole (haies, bosquets, petits bois, prairies permanentes, mares et mouillères, visuel ouvert, patrimoine vernaculaire, etc.) doivent être identifiés et préservés, voire restaurés.

Ces différentes orientations du SDRIF-E sont intégrées, préservées et renforcées par le projet, en termes :

1. de sanctuarisation de ces espaces ;
2. d'amélioration agronomique des terrains agricoles réaménagés ;
3. de développement de la biodiversité ;
4. d'harmonisation paysagère du secteur.



Conclusion du SDRIF et SDRIF-E
Le projet de valorisation de terrains agricoles et de création d'un bio-corridor calcicole, ISDI à vocation agricole et paysagère, présentant des mesures écologiques, prend en compte les dispositions d'intégration environnementale et paysagère du SDRIF et du SDRIF-E et de préservation des fonctionnalités et d'unicité des espaces agricoles, et s'y montre ainsi compatible. Par conséquent la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU est compatible avec les dispositions du SDRIF et du SDRIF-E prochainement approuvé.

B.III.3.LE SDAGE SEINE NORMANDIE

Le comité de bassin, qui rassemble des représentants des usagers, des associations, des collectivités et de l'État, a adopté le SDAGE pour la période 2022-2027, le 23 mars 2022. Après plus de deux ans de travaux participatifs et de concertation, le comité de bassin a adopté le SDAGE et donné un avis favorable à son programme de mesures. Le SDAGE planifie la politique de l'eau sur une période de 6 ans, dans l'objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin, tandis que le programme de mesures identifie les actions à mettre en œuvre localement par les acteurs de l'eau pour atteindre les objectifs fixés par le SDAGE

Orientation	Justification par rapport au SDAGE
Orientation 3.1. Réduire les pollutions à la source Orientation 3.3. Adapter les rejets des systèmes d'assainissement à l'objectif de bon état des milieux »	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contrôle systématique des matériaux inertes entrant, selon la procédure réglementaire d'admission préalable ; ■ Absence de stockage de GNR et de produits dangereux sur le site ; ■ Approvisionnement des engins réalisé en bord-à-bord, sur une aire étanche de ravitaillement reliée à un séparateur d'hydrocarbures et équipée d'un obturateur ; ■ Site clôturé pour éviter toute intrusion et risque de dépôts sauvages ; ■ Gestion des déchets produits sur le site et élimination selon les filières agréées ; ■ Présence de kits antipollution dans les engins et sur le site et procédure d'intervention en cas de déversement.
Orientation 3.2 - Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans le milieu Disposition 3.2.2. Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d'urbanisme, pour les secteurs ouverts à l'urbanisation Disposition 3.2.3. Améliorer la gestion des eaux pluviales des territoires urbanisés Disposition 3.2.4. Édicter les principes d'une gestion à la source des eaux pluviales Disposition 3.2.5. Définir une stratégie d'aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d'événements pluvieux	Réalisation d'une étude hydraulique par le Cabinet Greuzat. Gestion des eaux pluviales de ruissellement des zones en cours d'aménagement, par phases, et intégrée au sein du modelé de remise en état finale.

Disposition 3.2.6. Viser la gestion des eaux pluviales à la source dans les aménagements ou les travaux d'entretien du bâti	
Orientation 2.1 - Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation des captages d'eau potable Disposition 2.1.8 - Encadrer les rejets ponctuels dans les périmètres rapprochés des captages d'eau de surface »	Projet non concerné par un captage d'alimentation en eau potable.
Orientation 3.4. Réussir la transition énergétique et écologique des systèmes d'assainissement Disposition 3.4.3. Privilégier les projets bas carbone Disposition 3.3.2. Adapter les rejets des installations des collectivités et des activités industrielles et agricoles dans le milieu aux objectifs du SDAGE, en tenant compte des effets du changement climatique	Localisation du site au sein d'un territoire fortement générateur de déblais de terrassement, y compris des axes de dessertes routières RD119/RN12. Réduction du transport des matériaux importés depuis les chantiers de terrassement de l'Ouest francilien réduisant le transport et les émissions de gaz à effet de serre associés.
Orientation 1.3 - Eviter avant de réduire, puis de compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et aux milieux aquatiques afin de stopper leur disparition et leur dégradation	Absence de zone humide au droit du site, d'après les investigations menées par la société Écosphère.
Orientation 1.2. Préserver le lit majeur des rivières et étendre les milieux associés nécessaires au bon fonctionnement hydromorphologique et à l'atteinte du bon état Disposition 1.2.6. Éviter l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes ou susceptibles d'engendrer des déséquilibres écologiques	Mesures de lutte contre les espèces floristiques invasives dans l'étude écologique.
Orientation 4.3. Adapter les pratiques pour réduire les demandes en eau Disposition 4.3.2. Réduire la consommation d'eau potable Disposition 4.3.3. Réduire la consommation d'eau des entreprises Orientation 4.7. Protéger les ressources stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future	Les pistes seront arrosées à l'aide d'une citerne mobile afin d'éviter les envols de poussières.

Conclusion du SDAGE
<p>Le projet prévoit des mesures pour limiter les effets négatifs sur l'environnement et notamment sur la qualité des eaux de surface et souterraines.</p> <p>Compte tenu de ces mesures, le projet est compatible avec les objectifs du SDAGE du Bassin de la Seine et des cours d'eaux côtiers Normands, par conséquent la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU est compatible avec les dispositions du SDAGE.</p>

B.III.4. LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) MAULDRE

Le périmètre de la présente demande est implanté dans le territoire du SAGE Mauldre (il concerne la totalité de la commune de Thiverval-Grignon). Le 10 août 2015, le SAGE Mauldre été adopté par arrêté préfectoral.

Les enjeux du SAGE sont présentés dans le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) comme suit :

- Organisation (OR) : Assurer la gouvernance et la mise en œuvre du SAGE;
- Qualité des milieux superficiels (QM) : Restaurer la qualité des milieux aquatiques superficiels ;
- Eaux souterraines (ES) : Préserver la ressource en eau souterraine ;
- Inondations (IN) : Prévenir et gérer le risque inondation ;
- Patrimoine et usages récréatifs (PU) : Valoriser le patrimoine et les usages liés à l'eau.

Ces enjeux sont ensuite déclinés dans le PAGD en orientations et dispositions. Sont répertoriées ci-après les orientations qui concernent le projet :

QM-5 : Améliorer les connaissances et protéger les zones humides et les mares (disposition 18 - Améliorer la connaissance des zones humides et identifier les zones humides prioritaires) ;

QM-8 : Assurer un meilleur fonctionnement hydrologique (disposition 29 - Limiter les transferts d'eau entre différents bassins versants) ;

QM-10 : Renforcer la police des réseaux et fiabiliser les réseaux d'assainissement (disposition 34 - Maîtriser les transferts d'effluents par temps de pluie) ;

QM-17 : Gestion qualitative des eaux pluviales (disposition 45 - Acquérir des connaissances sur la gestion qualitative des eaux pluviales).

La compatibilité du projet avec le règlement du SAGE est étudiée ci-après.

Orientation	Justification
Article 1 : Préservation du lit mineur et des berges	Non concerné - Le lit mineur et les berges du ru Maldroit sont en dehors du projet d'aménagement
Article 2 : Encadrer et limiter l'atteinte portée aux zones humides effectives à enjeu pour l'application du règlement	Non concerné - Le projet n'est pas concerné par une zone humide référencée dans le règlement du SAGE. D'après les investigations menées par la société Écosphère, il n'y a pas de zone humide au droit du projet.
Article 3 : Limiter les débits de fuite	Une étude hydraulique a été réalisée par le Cabinet Greuzat. Le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales respecte les prescriptions du règlement du SAGE, en limitant le débit de fuite et limitant le risque d'inondation en aval du projet.

Conclusion du SAGE
Le projet prévoit des mesures de gestion des eaux pluviales pendant et après l'exploitation de l'ISDI respectant les prescriptions du règlement. Le projet est donc compatible avec le SAGE MAULDRE. Par conséquent la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est compatible avec le SAGE.

B.III.5. GESTION DES DÉCHETS : PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS (PRPGD)

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets fusionne les quatre plans régionaux d'élimination des déchets en vigueur en Île-de-France : déchets ménagers et assimilés (PREDMA), déchets dangereux (PREDD), déchets d'activités de soins à risque infectieux (PREDAS) et déchets de chantiers (PREDEC). **Il a été approuvé le 21 novembre 2019.**

Neuf grandes orientations sont déclinées dans ce plan :

- Lutter contre les mauvaises pratiques ;
- Assurer la transition vers l'économie circulaire ;
- Mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets de la Région ;
- Mettre le cap sur le « zéro déchet enfoui » ;
- Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique ;
- Contribuer à la réduction du stockage avec la valorisation énergétique : un atout francilien
- Mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers ;
- Réduire la nocivité des déchets dangereux et mieux capter les déchets dangereux diffus ;
- Prévenir et gérer les déchets issus de situations exceptionnelles.

Le projet de nouvelle ISDI dédiée à la valorisation de terrains agricoles et de création d'un bio-corridor calcicole permettra de maintenir les capacités de réception et de valorisation des déblais de terrassement récurrents issus des chantiers du territoire d'Île-de-France et notamment de l'Ouest francilien. Un état des lieux de la situation actuelle et des perspectives à 2025/2031 permettent de déduire les deux points suivants :

- Une augmentation de la production récurrente de déblais inertes de 19 Mt/an à 25 Mt/an entre 2020 et 2031, du fait des travaux concomitants du Grand Paris Express ;
- Dans cette même période, une diminution rapide en parallèle des capacités autorisées.

La confrontation des capacités prospectives avec les besoins en matière de stockage selon le scénario de gestion des déchets inertes montre qu'il sera indispensable de créer des capacités de stockage sur l'ensemble de la durée du plan. Par ailleurs, **Le PRPGD préconise également que les nouvelles capacités de stockage de déchets inertes devront être préférentiellement autorisées à l'Ouest et au Sud de l'Île-de-France pour favoriser un rééquilibrage territorial des capacités régionales.**

Est fournie ci-contre la cartographie des ISDI exploitée en 2022, présentée lors d'un Comité régional sur la gestion des déblais du 16/05/2024. Cette carte intègre l'ISDI d'aménagement du Golf de Thiverval-Grignon qui s'est terminée en 2022. En 2024, seules trois ISDI sont désormais autorisées au Nord du territoire des Yvelines, sur l'axe Seine aval.

Le projet d'ISDI de Thiverval-Grignon situé en zone centrale du territoire des Yvelines permettra de relayer et d'assurer un maintien de capacités sur le territoire Ouest de l'Île-de-France en contribuant au rééquilibrage territorial des capacités ISDI de la région, conformément aux besoins et dispositions relevés par le PRPGD.

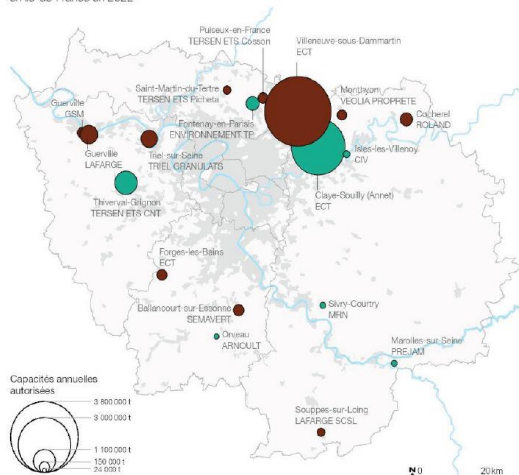
En outre, le projet respecte le seuil des capacités géographiques dans un rayon de 5 km autour du site, autorisées depuis 2007, fixé à 15 Mtonnes et se situe dans le département des Yvelines, à l'Ouest de l'Île-de-France et contribue ainsi également à l'objectif de rééquilibrage territorial des capacités régionales.

Favoriser une répartition territoriale équilibrée des capacités des ISDI

POINT D'AVANCEMENT – DONNÉES 2022

Les Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI autorisées)
en Île-de-France en 2022

En 2022, l'Île-de-France comptait **18 ISDI**, exclusivement en grande couronne, pour une capacité autorisée totale de réception de 13 millions de tonnes.



Conclusion du PRPGD

Le projet est compatible avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France compte tenu de la valorisation des matériaux inertes à des fins de restitution d'espaces agricoles et naturels, prenant en compte les caractéristiques hydrauliques et paysagères locales et de la proximité de l'ISDI des chantiers issus de ce territoire. La société TERSEN fait d'ailleurs déjà partie intégrante et contributive de ce territoire Ouest Francilien avec l'exploitation de l'ISDI voisine depuis 2013. Par conséquent la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est compatible avec le PRPGD.

**C. DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE
L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES DE SON
EVOLUTION PROBABLE SI LA DECLARATION DE
PROJET N'EST PAS MIS EN ŒUVRE.**

C.I. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT : PRESENTATION DU PROFIL ENVIRONNEMENTAL

Conformément à l'alinéa II.2° de l'article R.122-20 du Code de l'Environnement, la présente description de l'état initial de l'environnement du territoire de THIVERVAL-GRIGNON qui s'appuie sur les thématiques qui sont susceptibles d'être impactées par la présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

Les tableaux ci-après mettent en évidence une synthèse de la situation actuelle face aux perspectives futures si la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n'est pas mis en œuvre et que le territoire de THIVERVAL-GRIGNON reste régit par le PLU opposable. Ensuite est précisé l'état initial de l'environnement sur les secteurs qui risquent fortement d'évoluer suite à la mise en œuvre de la déclaration de projet.

Rappel du projet

Le projet vise, par l'apport de matériaux inertes, à reprofiler les terrains de manière à restituer un modelé plus adapté aux pratiques agricoles en cours, réduisant l'érosion et permettant une revalorisation agronomique homogène des terrains agricoles, présentant actuellement un appauvrissement agronomique lié aux sols calcaires en place. Le projet prévoit également la création d'un biocorridor calcicole.

TOPOGRAPHIE	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
Le projet se situe au niveau de la zone du lieu-dit « côte Grignon », avec un point culminant à 128 m NGF et un point bas à 94 m NGF. Les pentes varient de 2 à 13%. La ligne de crête traverse le secteur d'Ouest en Est. Le site bénéficie d'une orientation Nord - Sud.	⊗ impact potentiel négatif La topographie va évoluer très légèrement du fait de l'érosion des sols.

GEOLOGIE	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
D'après un sondage réalisé à environ 900 m à l'Est sur 59 m sur le site, la coupe lithologique au droit du secteur est comme suit, du haut vers le bas : Limons de plateau (e. 2 m) ; Sables d'Auvers-Beauchamps (e. 4 m) ; Marnes et caillasses lutéciennes (e. 5 m) ; Calcaire grossier du lutécien (e. 20 m) ; Argiles plastiques du sparnacien (é. 5 m) ;	Pas d'évolution probable sur la géologie

Craie blanche à silex du coniacien à campanien (substratum).	
--	--

EAUX SOUTERRAINES	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>La nappe concernée par le projet est celle de l'Eocène Moyen et Inférieur (nappe du Lutétien ou de la Craie). Celle-ci est présente à environ 55 m NGF, soit à plus de 40 m sous les terrains du projet.</p> <p>Nappe utilisée dans le cadre de l'alimentation en eau potable.</p> <p>Le projet n'est pas situé dans le périmètre de protection de captage AEP repéré sur le plan des servitudes du PLU.</p>	<p>Pas d'évolution probable sur les eaux souterraines</p>

EAUX SUPERFICIELLES	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Une étude de gestion des eaux pluviales a été réalisée par le cabinet Greuzat.</p> <p>La commune de Thiverval-Grignon est concernée par le Plan de Prévention de Risque d'Inondation (PPRI) du ru de Gally, approuvé par arrêté préfectoral le 24 juillet 2013. Cependant le Ru de Gailly est situé à plus de 1 km au Nord des terrains du projet. Le site n'est donc pas concerné par ce PPRI</p>	<p>⚠ impact potentiel négatif</p> <p>Les eaux superficielles vont raviner les terres agricoles du fait de la pente existante.</p>

CLIMAT	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Climat de type océanique</p> <p>Vents dominants provenant du Sud-Ouest à l'Ouest ainsi que du Nord-Est</p>	<p>Pas d'évolution probable sur le climat</p>

RISQUES NATURELS	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
La commune de Thiverval-Grignon est concernée par un plan de prévention contre les cavités souterraines, les mouvements de terrain et le retrait et gonflement des argiles.	Pas d'évolution probable sur les risques naturels

MILIEUX NATURELS	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Vis-à-vis des périmètres de protection et d'inventaires des milieux naturels :</p> <p>L'emprise projet ne fait l'objet d'aucune protection ou reconnaissance écologique directe ;</p> <p>Le projet est implanté en limite Ouest de la ZNIEFF de type II n° 110001369 « Vallée de la Mauldre et affluents ».</p> <p>Une étude écologique a été réalisée par la société Écosphère.</p> <p>Le site étudié est majoritairement composé d'espaces agricoles. Les habitats naturels notés ne présentent pas d'enjeux majeurs. Les enjeux floristiques apparaissent faibles sur l'aire d'étude.</p> <p>Sur le plan faunistique, les enjeux concernent principalement l'avifaune nicheuse. Plusieurs espèces d'oiseaux protégées, dont une quasi-menacée, fréquentent la zone.</p> <p>D'après le Schéma Régional de Cohérence Ecologique d'Île-de-France (SRCE), l'aire d'étude se situe dans un contexte écologique relativement sensible concerné marginalement par un corridor de la sous-trame herbacée des milieux calcaires. Il se trouve à proximité immédiate d'un corridor de la trame bleue et d'un secteur d'intérêt écologique.</p>	<p>⊗ impact potentiel négatif sur les milieux naturels, avec la perte au fil du temps des caractéristiques de la parcelle pour les espèces nicheuses, perte dans le temps du corridor de la sous trame herbacée.</p>

ZONES HUMIDES	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
Aucune zone humide n'a été identifiée au sein du périmètre projet, que ce soit du point de vue du critère pédologique ou de celui de la végétation.	Pas d'évolution probable sur les zones humides

LE PAYSAGE	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Un paysage agricole en lien avec le grand territoire</p> <p>Le projet s'inscrit à l'Est de la Plaine de Versailles, au cœur du paysage agricole qui assure le lien entre la vallée du ru du Maldroit et la vallée du ru de Gally.</p> <p>Relativement éloigné de l'ensemble historique et paysager de Versailles, les terrains du projet sont néanmoins définis dans leurs limites Nord par la présence du patrimoine bâti et naturel remarquable du domaine du Château de Grignon et de son parc boisé qui structurent la plaine, comme en écho au patrimoine versaillais.</p> <p>Une topographie de rebord de plateau</p> <p>Les terrains présentent une déclivité naturelle vers le Sud et assurent la transition entre les légères inflexions du plateau et le fond de la vallée du ru du Maldroit.</p> <p>Ils s'inscrivent au point où le versant, suffisamment doux et concave pour encore accueillir une agriculture, amorce des talus plus prononcés, avant de devenir coteau calcicole en aval. À l'Ouest, le modelé du golf crée un contraste dans ce contexte.</p> <p>Des motifs paysagers en constante évolution</p> <p>La singularité topographique et les usages passés, lisibles sur les cartes anciennes et à travers la toponymie, ont construits ce paysage avec des motifs, dont certains aujourd'hui ont disparu (alignements d'arbres, vignes, vergers, pâturages,...). Le domaine de Grignon et sa</p>	<p>⊗ impact potentiel négatif</p> <p>Le paysage évoluera au rythme des constructions, sans réel aménagement.</p>

<p>forêt représente l'un des derniers éléments structurant témoin d'un passé lointain. Les trames parcellaires, très spécifiques, en lien avec l'école d'agriculture du château tendent elles aussi à évoluer selon les orientations du domaine.</p> <p>De rares alignements, bosquets ou haies se perçoivent dans le grand paysage. La végétalisation du golf, finalisée en 2022, assure un contraste fort dans le contexte agricole.</p> <p>Dans la vallée, si la ripisylve du ru du Maldroit est assez peu présente, le coteau calcicole représente la richesse naturelle locale.</p> <p>Des usages locaux</p> <p>Les terrains du projet se trouvent à la croisée de secteurs aux usages et évolutions diverses et parfois antinomiques : quartier pavillonnaire de Folleville en développement, pôle de loisir avec le golf, zone d'activités du Pont Caillou, zone naturelle d'intérêt reconnu. Ils sont tous reliés par des cheminements routiers ou doux, plus ou moins fréquentés qui longent l'emprise du projet et forment un ensemble de sensibilités locales.</p> <p>Des enjeux écologiques faibles, mais un contexte local relativement sensible</p> <p>Si les terrains dédiés à l'emprise de réaménagement présentent des enjeux écologiques globalement faibles, les abords de pelouses et fruticés calcicoles semi-aride du coteau à l'Est présente un intérêt dans une démarche de projet d'aménagement.</p>	
---	--

LE PATRIMOINE CULTUREL	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Le périmètre de la demande n'est pas concerné par un périmètre de protection d'un monument historique.</p> <p>L'église Saint-Martin (Thiverval) est le monument historique classé le plus proche (environ 1,1 km). Il n'existe pas de relations visuelles entre le site et celle-ci qui se</p>	<p>Pas d'évolution probable sur le patrimoine culturel</p>

<p>trouve sur le coteau du ru de Gally.</p> <p>Le parc de l'ancien château de Grignon, monument historique inscrit (compris dans le périmètre de protection des monuments historiques), est l'élément patrimonial le plus proche du projet de valorisation agricole. Le mur d'enceinte et la forêt « intra muros » représentent les limites paysagères Nord au droit du site.</p>	
---	--

LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Lors du diagnostic archéologique conduit par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) sur le projet voisin d'aménagement du Golf, plusieurs niveaux archéologiques ont été identifiés, dont le principal se rattache au Paléolithique supérieur. Daté du Magdalénien (entre -19000 et - 12000 ans), il se matérialise par plusieurs centaines de silex taillés principalement dédiés à la fabrication d'outils.</p>	<p>Pas d'évolution probable sur le patrimoine archéologique</p>

L'HABITAT	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Les zones d'habitations les plus proches sont les suivantes :</p> <p>les habitations le long du Chemin des Nourrices « Lotissement de Folleville », situées immédiatement au Nord du périmètre de la demande ;</p> <p>une habitation isolée à environ 110 m au Nord-Est</p> <p>les Habitations du Chemin du pont de Poissy, à environ 145 m au Sud-Est;</p> <p>une habitation isolée à environ 180 m à l'Est ;</p> <p>les habitations Rue Marcel Decarris, à environ 620 m au Sud-Est du site.</p> <p>Aucun établissement de santé n'est recensé par la base de données Finess sur la commune de Thiverval-Grignon. À noter cependant la présence de 2 crèches au Nord du site au niveau du « Lotissement de Folleville », respectivement à environ 220 et 240 m au Nord du site.</p>	<p>Pas d'évolution probable sur l'habitat</p>

ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>La commune de Thiverval-Grignon se situe au cœur d'un tissu économique très dynamique, à proximité de la commune de Plaisir.</p> <p>La commune offre un nombre d'emplois limité. À Thiverval-Grignon, le secteur industriel et le secteur artisanal n'ont jamais connu un développement important sur la commune.</p> <p>À noter la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> -de l'ancienne ISDI exploitée par la société TERSEN, qui a mené à la réalisation du golf, immédiatement à l'Ouest; -de la Zone Industrielle du Pont Cailloux, au Sud du projet, avec des activités dans le domaine des déchets avec notamment le Centre de valorisation des déchets (CNIM), un centre de traitement de déchets industriels (SEPUR), la déchetterie de Plaisir ; -d'une entreprise de béton ciré (C&M Paris)immédiatement au Nord du site, au niveau du « Lotissement de Folleville ». 	<p>Pas d'évolution probable sur les activités industrielles et commerciales</p>

ACTIVITES AGRICOLES	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Les terrains du projet sont quasi exclusivement des terrains agricoles avec la présence du chemin rural de Neauphle-le-château.</p> <p>Avec 3 sièges d'exploitations (propriétaires exploitants), les surfaces agricoles couvrent environ 54% du territoire communal, à vocation principalement céréalière.</p> <p>Conclusions sur l'état pédo-agronomique des terrains :</p> <ul style="list-style-type: none"> -forte hétérogénéité de la conductimétrie sur les parcelles exploitées ; -faibles épaisseurs de substrats reposant rapidement sur le sol crayeux ; -très faibles Réserves Utiles constatées du fait de la faible profondeur des sols ; <p>Qualité agronomique des terrains Nord et Sud évaluée faible par rapport à la frange médiane ;</p> <p>Sous rendement de 20 à 40 % observé sur les parcelles du</p>	<p>⊗ impact potentiel négatif</p> <p>A savoir la poursuite d'une exploitation en agriculture conventionnelle.</p> <p>Du point de vue des problématiques d'érosion et d'appauvrissement de la qualité agronomique des terres, celles-ci pourront être récurrentes, voire s'aggraver.</p>

projet en comparaison à la moyenne des cultures du secteur et du département des Yvelines.	
--	--

TOURISMES ET LOISIRS	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Les activités de loisirs des environs sont majoritairement liées aux espaces naturels et forestiers situés dans le secteur, ainsi qu'au château de Versailles situé à moins de 15 km du site.</p> <p>Le GR 1 (tour d'île de France) passe en limite Ouest du site.</p> <p>Des stades de football sont présents au niveau du « Lotissement de Folleville », immédiatement au Nord du site.</p> <p>Le Golf 18 trous de Thiverval résulte de l'exploitation d'une ISDI, par la société TERSEN, jusqu'en 2022. Il est situé immédiatement à l'Ouest des terrains du projet et a ouvert en 2024, suite à une année de travaux de verdissement.</p>	<p>Pas d'évolution probable sur le tourisme et les activités de loisirs.</p>

DESSERTE ET CIRCULATION ROUTIERE	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>Le site est desservi par la RN 12 en empruntant la RD 30 et la RD 109, de la même façon que l'ancienne ISDI exploitée par TERSEN pour la réalisation du golf de Thiverval. L'exploitation de cette ISDI a entraîné, jusqu'en 2022, une moyenne de 104 rotations de camions par jour, soit un trafic moyen horaire de 12 camions/heure.</p> <p>Les trafics routiers moyens journaliers sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -de 13 680 véhicules en 2013 (dont 5 % de poids lourds) sur la RD 109 à Thiverval-Grignon ; -de 16 539 véhicules (dont 4 % de poids lourds) en 2018 sur la RD 30 à Thiverval-Grignon; <p>Des comptages automatiques ont été menés sur le Chemin des Nourrices en avril 2018. Sur deux semaines de comptages, le nombre moyen journalier de poids lourds s'élève à 1 204 PL/jour.</p>	<p>Pas d'évolution probable sur la desserte routière</p>

VOIE FERREE	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
La gare de Plaisir-Grignon située à environ 1,8 km au Sud-est du site est une gare ferroviaire des lignes de Saint-Cyr à Surdon et de Plaisir - Grignon à Épône - Mézières. Elle est actuellement desservie par les trains de la ligne N du Transilien.	Pas d'évolution probable sur la voie ferrée

AIR	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
Station de mesure de la qualité de l'air installée au niveau de la commune de Versailles (à environ 15 km à l'Est du site) globalement bonne, mais dépassements : Des seuils d'information pour l'ozone et pour les PM10 ; Des seuils d'alerte pour l'ozone.	Pas d'évolution probable sur l'air

EMISSION DE GAZ/ ODEUR/ POUSSIÈRES	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
Les sources de poussières et de gaz du secteur sont liées à la circulation routière. Aucune odeur particulière n'a été identifiée lors des visites de site.	Pas d'évolution probable sur les émissions de gaz, odeur et poussières

BRUIT	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
Dans le secteur étudié, de nombreuses sources sonores sont identifiées : Le trafic routier et les activités commerciales et industrielles (ISDI voisine, zone d'activités) ; Les activités agricoles. Un constat acoustique de l'installation a été effectué par	Pas d'évolution probable sur le bruit

<p>le Cabinet Greuzat en mai 2020 pour déterminer les niveaux sonores de l'état initial au droit :</p> <p>Des habitations au Nord du site (52,0 dB(A)) ;</p> <p>Du golf à l'Ouest du site (66,2 dB(A)) ;</p> <p>Des habitations à l'Est du site (45,5 dB(A)) ;</p> <p>Des habitations au Sud-Est du site (53,7 dB(A)).</p>	
--	--

RISQUES TECHNOLOGIQUES	
Situation actuelle du site	Perspectives futures si la déclaration de projet n'est pas mise en œuvre
<p>La commune de Thiverval-Grignon n'est pas concernée par un Plan de Prévention de Risques Technologiques (PPRT)</p> <p>Au voisinage du site étudié se trouvent :</p> <ul style="list-style-type: none"> -L'ISDI déjà exploitée par la société TERSEN (à l'Ouest du site) ; -Un centre de valorisation des déchets (au Sud du site). 	<p>Pas d'évolution probable sur les risques technologiques</p>

**D.ETUDE DES CARACTERISTIQUES
ENVIRONNEMENTALES QUI SONT SUSCEPTIBLES
D'ETRE TOUCHEES PAR LA MISE EN ŒUVRE DE LA
DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN
COMPATIBILITE DU PLU**

D.I. ENJEUX FLORISTIQUES ET PHYTOECOLOGIQUES

L'expertise a consisté en une collecte des informations disponibles sur les habitats et les espèces végétales, en particulier les espèces à enjeu : espèces protégées, espèces inscrites en liste rouge, espèces déterminantes de ZNIEFF, espèces peu fréquentes.

Dans ce cadre, la base de données FLORA du Conservatoire Botanique National du Bassin parisien (CBNBP) a été consultée. Les passages printaniers et estivaux ont été réalisés le 8 juin et 10 juillet 2018 dans le but :

- ✓ d'identifier et de cartographier les habitats présents ;
- ✓ de réaliser un inventaire qualitatif de la flore et de localiser d'éventuelles espèces remarquables.

D.I.1. LES HABITATS

L'aire d'étude, inscrite au sein d'un contexte agricole périurbain, se compose essentiellement de parcelles agricoles et d'un morcellement d'entités phytoécologiques (bermes herbacées, fourré arbustif, ourlet nitrophile, friche prairiale mésophile). La majorité du site est artificialisée (friches, monocultures intensives).

L'analyse des enjeux associés aux habitats présents au sein de l'aire d'étude est basée sur leur rareté régionale et sur leur état de conservation (statut de menace) à l'échelle locale. Tous les habitats de l'aire d'étude sont soit fortement artificialisés, soit bien représentés en Ile-de-France. **Ils ne présentent donc aucun enjeu écologique particulier.**

D.I.2. LA FLORE

Les deux passages flore complémentaires à ceux de 2018 et qui se sont déroulés le 4 mai et le 15 juin 2022, ont permis de recenser 164 espèces (129 en 2018). Parmi ces dernières, 153 espèces (118 en 2018) sont indigènes, ce qui représente environ 10 % de la flore francilienne spontanée actuellement connue (1530 espèces). Cette diversité floristique peut être considérée comme assez faible et peut s'expliquer par le caractère artificialisé des habitats recensés.

Une espèce végétale menacée a été recensée, d'après la liste rouge régionale d'Ile-de-France, au sein de l'aire d'étude. Il s'agit de la Guimauve hérissée (*Malva setigera*), une espèce Vulnérable au niveau régional. C'est une plante bisannuelle des milieux secs et souvent chauds, qui affectionne les sols peu épais de type sablocaillouteux ou marneux.

Dans l'aire d'étude, elle se développe dans une zone de jachère en bordure de culture. La population est peu étendue, avec quatre pieds fleuris concentrés sur environ 1m². Une population plus fournie et stable existe au niveau de la ZNIEFF, à proximité de l'aire d'étude, et peut avoir engendré celle se trouvant sur l'aire d'étude.

Parmi les 164 espèces indigènes recensées au sein de l'aire d'étude, 4 sont considérées comme peu fréquentes en Ile-de-France :

- Une espèce Très rare, le Chardon à petites fleurs (*Carduus tenuiflorus*). Cette espèce annuelle apprécie les sols nus secs et bien ensoleillés, calcaires. Elle est en expansion en Île-de-France, car elle profite des bernes routières et ferroviaires ainsi que des remblais de chantier.
- Une espèce rare, la Guimauve hérissée ;
- Deux espèces Assez rares, le Cerfeuil vulgaire (*Anthriscus caucalis*) et le Mélampyre des champs (*Melampyrum arvense*), deux espèces des champs calcaires, présentes dans l'aire d'étude en bordure de haie.

La richesse floristique de l'aire d'étude apparaît assez faible au regard de ces deux passages. Cette faible richesse est liée au contexte périurbain et agricole et à la faible diversité des formations végétales présentes au sein de l'aire d'étude (cultures intensives, bernes herbacées et friches essentiellement). Les cortèges sont banalisés, avec moins de 3% d'espèces peu fréquentes dans les espèces recensées. Cependant, ils restent assez typiques des sols calcaires et une espèce rare et menacée au niveau régional est présente.

Sur les 153 espèces végétales indigènes recensées, une est menacée en Ile-de-France : la Guimauve hirsute. Elle a un enjeu Assez Fort au niveau régional. Cependant, dans l'aire d'étude, la petite taille de la population présente (4 pieds) ainsi que la plus grande population existante de manière stable au droit de la ZNIEFF à proximité, conduisent à diminuer ce niveau d'enjeu stationnel, de « Assez Fort » à « Moyen ».

Toutes les autres espèces présentes au sein de l'aire d'étude présentent un enjeu stationnel faible en raison de leur statut de menace régionale et de leur abondance au niveau de la commune de Thiverval-Grignon. **En conclusion, les enjeux floristiques apparaissent faibles à localement « Moyen » sur l'aire d'étude.**

D.II. ENJEUX FAUNISTIQUES

L'analyse porte sur l'ensemble des groupes inventoriés sur l'aire d'étude : les oiseaux nicheurs, les mammifères terrestres, les chiroptères (chauves-souris), les amphibiens, les reptiles, les libellules, les lépidoptères rhopalocères (papillons de jour) et les orthoptères (criquets, grillons et sauterelles). Les descriptions des cortèges spécifiques sont précisées à l'échelle de l'aire d'étude (emprise du projet élargie d'une zone tampon variable suivant les secteurs).

D.II.1. LES OISEAUX

Les inventaires des oiseaux ont été effectués en période optimale de nidification des espèces en 2018 et 2022 ; plusieurs passages ciblaient respectivement les espèces à nidification précoce et les espèces plus tardives, sous conditions météorologiques favorables. L'aire d'étude a été parcourue à pied, en identifiant les espèces contactées au chant ou à vue. Une attention particulière a été apportée aux espèces patrimoniales (rares et/ou menacées) pouvant potentiellement fréquenter l'aire d'étude.

Trente-cinq (35) espèces d'oiseaux ont été recensées sur l'aire d'étude et à ses abords 2022. On recense, notamment :

- ✓ les oiseaux nicheurs sur l'aire d'étude (17 espèces) ;
- ✓ les oiseaux nicheurs aux abords (17 autres espèces) ;
- ✓ les oiseaux en halte migratoire ou erratiques (1 espèce).

Dix-sept espèces d'oiseaux nicheurs ont été recensées sur l'aire d'étude lors de nos passages en 2022, soit 9.8 % de l'avifaune nicheuse régulière d'Ile-de-France (174 espèces). La richesse avifaunistique nicheuse apparaît comme faible.

Ce résultat s'explique principalement par la prédominance des milieux agricoles sur l'aire d'étude. Bien que le peuplement avifaunistique se compose en majorité d'espèces communes à très communes en Ile-de-France, six espèces (6) présentant un enjeu de conservation régionale ont été recensées : l'Accenteur mouchet, l'Alouette des champs, la Bergeronnette grise, le Bruant proyer, le Chardonneret élégant et l'Hypolaïs polyglotte.

L'aire d'étude présente un enjeu avifaunistique de niveau localement « Fort » à « Assez fort » et « Moyen », réparti sur l'ensemble de la mosaïque d'habitat.

D.II.2. LES MAMMIFERES TERRESTRES

La recherche de mammifères terrestres a été couplée aux autres inventaires en 2018 et en 2022. L'aire d'étude a été parcourue à pied en privilégiant la recherche d'individus à vue et d'indices de présence notamment le long des haies (fèces, empreintes, terriers...).

4 espèces de mammifères terrestres ont été détectées sur l'aire d'étude en 2018 et en 2022. On recense :

- 2 espèces liées aux milieux semi-ouverts : le Lapin de Garenne et le Lièvre d'Europe ;
- 1 espèce majoritairement liée aux formations boisées et lisières : le Renard roux ;
- 1 espèce liée aux cours d'eau : le Ragondin.

La richesse mammalogique terrestre atteint 4 espèces sur l'aire d'étude, soit environ 8.9 % des espèces présentes en Ile-de-France (45 espèces). Elles sont communes et très communes. Il s'agit d'une richesse faible, liée en partie, à la faible diversité d'habitats dans l'aire d'étude. **Aucune espèce à enjeu n'a été détectée sur l'aire d'étude.**

Ces espèces sont fréquentes et non menacées dans la région. Les enjeux mammalogiques apparaissent faibles au sein de l'aire d'étude.

D.II.3. LES CHIROPTERES

Le site peut être utilisé par les chauves-souris en tant que :

- Gîte potentiel (gîtes de reproduction, d'hibernation ou de transit) : les bâtiments, les arbres, bosquets et ripisylves en place peuvent accueillir les chauves-souris au niveau de cavités anthropiques ou arboricoles, d'écorces décollées, de branches cassées...
- Territoires de chasse : les linéaires d'arbres et les bosquets mais également les espaces ouverts peuvent être exploités par les chauves-souris dans le cadre de recherche alimentaire ;
- Axes de déplacement : les alignements d'arbres notamment les haies sont généralement de supports de déplacement pour les espèces dites de lisière.

Les inventaires du 23 août 2018 ont porté sur la recherche de gîtes à vue et sur des prospections acoustiques à l'aide de détecteurs automatiques.

Aucun gîte n'a été observé dans l'emprise projet. A minima, 4 espèces fréquentent l'aire d'étude pour la chasse et le transit entre terrain de chasse et gîtes ou entre deux terrains de chasse. **Les enjeux chiroptérologiques apparaissent faibles.**

D.II.4. LES AMPHIBIENS

L'aire d'étude dispose de quelques points d'eau ou humides pouvant potentiellement accueillir des espèces d'amphibiens (ru Maldroit, fossés, noues...). Ces entités ont donc été ciblées pour la recherche d'individus ou de pontes ; des points d'écoute nocturnes ont été réalisés notamment en 2022.

Deux espèces d'amphibiens ont été inventoriées sur l'aire d'étude en 2022 :

- 1 espèce ubiquiste des milieux humides, la Grenouille verte (*Rana kl. esculentus*) ;
- 1 espèce des milieux pionniers à anthropophile, le Crapaud accoucheur (*Alytes obstetricans*).

Notons qu'une espèce supplémentaire a été entendue aux abords de l'aire d'étude : le Crapaud commun (*Bufo bufo*).

Au sein de l'aire d'étude, la richesse batrachologique atteint 2 espèces, soit environ 11.8 % des espèces régulièrement reproductrices en Ile-de-France. Il s'agit d'une richesse faible s'expliquant par le caractère peu diversifié des habitats, notamment humide, présents sur la zone d'étude.

La Grenouille verte est très commune en Ile-de-France, il ne s'agit pas d'une espèce à enjeu, contrairement à l'Alyte accoucheur qui présente un enjeu de conservation régional « Moyen » selon la dernière liste rouge des amphibiens et reptiles sortie en septembre 2022.

Les enjeux batrachologiques apparaissent faibles à localement « Moyens » au sein de l'aire d'étude.

D.II.5.LES REPTILES

L'inventaire des reptiles s'est axé sur une prospection des éléments potentiellement attractifs tels que des lisières, les tas de branches, les tas de cailloux ; ils offrent des points d'ensoleillement idéaux pour la thermorégulation des reptiles. Ces types d'éléments ont été prospectés lors des différents passages multi-groupes en 2018 et 2022.

Une espèce de reptile a été recensée au nord-est de l'aire d'étude : le Lézard des murailles. Cette espèce est relativement peu exigeante si le climat lui est favorable. Il colonise toutes sortes de biotopes : pierriers, falaises, carrières, gravières, ruines, vignobles, bordures de chemin, talus de chemins de fer, berges, murs et tas de pierres sèches, tas de bois.

A minima, 1 espèce a fréquenté l'aire d'étude en 2022. Elle est fréquente et non menacée dans la région. **Les enjeux pour les reptiles apparaissent faibles au sein de l'aire d'étude.**

D.II.6.LES PAPILLONS DIURNES

Les inventaires ont visé à obtenir une liste la plus exhaustive possible des espèces se reproduisant au sein du périmètre d'investigation du projet en 2018 et en 2022. L'accent a été porté sur la recherche des espèces à enjeu écologique et/ou réglementaire. Les principales méthodes appliquées ont été : la chasse à vue des adultes ainsi que la recherche des chenilles et des pontes pour les espèces à enjeu.

Dix-sept espèces de papillons de jour ont été recensées sur le périmètre d'investigation du projet, ce qui représente 12.6 % des espèces reproductrices régulières en Ile-de-France (135 espèces de Rhopalocères et de Zygènes).

Il s'agit d'une richesse spécifique correcte au vu de la faible diversité d'habitat sur l'aire d'étude. Globalement, les espèces recensées sont communes à très communes et non menacées en Ile-de-France.

Seule deux espèces présentent des enjeux de conservation régionale : l'Azurée des Cytises et la Zygène de la Coronille.

Les enjeux liés aux lépidoptères apparaissent faibles à localement « Moyen » et « Assez fort » sur l'aire d'étude du projet.

D.II.7. LES ODONATES (LIBELLULES)

Les prospections concernant ce groupe ont ciblé les berges du Ru de Maldroit et les friches attenantes propices à la chasse ou à la maturation des individus. Les inventaires ont été effectués à vue et par capture au filet avec relâcher immédiat.

Trois espèces d'odonates liées aux milieux aquatiques courants ont été observées en 2018 et 2022 sur l'aire d'étude du projet : le Caloptéryx éclatant (*Calopteryx splendens*), l'Orthétrum réticulé (*Orthetrum cancellatum*) et l'Agrion élégant (*Ischnura elegans*).

La richesse odonatologique du périmètre d'investigation du projet et ses abords proches atteint 3 espèces. Aucune de ces espèces ne présente d'enjeu de conservation en Ile-de-France. **Les enjeux liés aux odonates apparaissent faibles sur l'aire d'étude du projet.**

D.II.8. LES ORTHOPTERES ET ASSIMILES

Les milieux ouverts favorables aux orthoptères (sauterelles, criquets et grillons) sont présents sur l'aire d'étude. L'ensemble du site a été parcouru à la recherche d'individus, soit par observation directe, soit par écoute des stridulations soit par capture au filet pour les espèces dont l'identification nécessite une prise en main.

Seize espèces ont été recensées au sein de l'aire d'étude en 2018, soit 25 % de la faune orthoptérologique francilienne (71 espèces). Il s'agit d'une richesse relativement faible qui s'explique par une faible diversité de milieux favorables aux espèces. Les espèces recensées ne sont donc pas menacées en Ile-de-France. Aucune espèce ne présente d'enjeu de conservation.

Les enjeux liés aux orthoptères apparaissent faibles sur l'aire d'étude.

D.III. ENJEUX FONCTIONNELS

Une part importante de la fonctionnalité écologique est liée à l'utilisation des continuités écologiques par la faune des différents compartiments d'un paysage nécessaires aux cycles biologiques (reproduction, alimentation, repos, déplacement...).

Un paysage se définit comme une mosaïque d'habitats homogènes (boisements, prairies, points d'eau, etc.) reliés entre eux par des connexions fonctionnelles plus ou moins importantes (flux d'individus, flux de gènes, flux de matières...).

Pour que les populations animales et végétales puissent se maintenir, il faut que chaque espèce trouve durablement les conditions nécessaires à son existence, et notamment :

- la présence d'habitats suffisants en quantité et en qualité ;
- la possibilité d'échanges plus ou moins réguliers entre (sous-) populations, permettant de maintenir la diversité génétique et de compenser les contraintes locales (exemple : la disparition des libellules dans une mare temporairement asséchée peut être compensée par une recolonisation rapide grâce aux animaux venus d'une mare voisine) ;
- les possibilités de déplacements réguliers entre habitats complémentaires : les crapauds pondent par exemple dans des plans d'eau et vivent en forêt le reste de l'année.

Les aménagements humains, linéaires (autoroutes, LGV...) ou non (urbanisation, grandes cultures intensives, activités industrielles...) peuvent constituer des obstacles plus ou moins prononcés pour les déplacements des espèces, pouvant entraîner la disparition de

certaines d'entre elles. Elles peuvent également constituer des corridors avec par exemple les bermes herbacées liant certaines populations végétales et entomologiques entre elles.

Un réseau écologique est un ensemble d'habitats complémentaires, reliés les uns aux autres, et permettant de conserver durablement les populations des espèces d'une guild. Ce réseau est constitué de différents éléments.

Les réservoirs de biodiversité sont les zones particulièrement importantes pour un groupe d'espèces parce qu'abritant une population nombreuse, et constituées de milieux très favorables et/ou bénéficiant d'une protection légale.

Les corridors écologiques sont les axes favorables au déplacement des espèces entre leurs habitats principaux. Les corridors peuvent être constitués d'espaces étendus sans obstacle ni perturbation entre deux habitats (une prairie entre deux bosquets, etc.), d'espaces étroits présentant des structures linéaires de guidage (lisières, haies, fossés, etc.) ou encore d'éléments-relais, disjoints mais peu éloignés (suite d'îlots-refuges : réseaux de mares, jardins résidentiels, etc.). Les corridors peuvent aussi être immatériels pour la perception humaine (couloirs aériens pour l'avifaune, gradients chimiques, etc.).

Des points de conflit (ou points de fragilité) sont identifiés lorsqu'il y a intersection entre un corridor et un obstacle à la libre circulation des espèces. Les espèces les plus vulnérables à la fragmentation du paysage présentent généralement :

- de faibles effectifs à l'état naturel ;
- de grands domaines vitaux ;
- de fortes fluctuations de populations ;
- un faible potentiel reproductif ;
- un faible potentiel de dispersion ;
- des exigences strictes en termes d'habitat (espèces spécialistes) ;
- une distribution réduite sur le territoire d'étude.

Les espèces généralistes, à fort potentiel de reproduction (ou à forte capacité de stockage de potentiel reproductif dans le temps : diapause, dormance, etc.), ou encore à fort potentiel de dispersion sont au contraire moins sensibles à la fragmentation car capables d'exploiter plus facilement la matrice de paysage entourant un patch d'habitat. Dans une aire d'étude donnée, cette approche fonctionnelle porte sur :

- les continuités écologiques boisées ;
- le corridor écologique naturel des vallées en tant que couloir privilégié de circulation de la faune (oiseaux d'eau, poissons...) et de la flore ;
- les continuités écologiques liées au fonctionnement biologique de certains groupes faunistiques, notamment les batraciens, les chiroptères et la grande faune (cervidés, sanglier). Ainsi, certaines espèces sont amenées à fréquenter différents compartiments de leur territoire vital (zone d'alimentation, de repos, de reproduction, d'hivernage, d'estivage...) afin d'accomplir leur cycle biologique ;
- l'effet « écotone », notamment en lisière de boisement. Ces zones de transition entre les milieux ouverts (espaces prairiaux) et fermés (forestiers) abritent généralement une biodiversité élevée. Ce sont également d'importantes zones d'échanges entre les différents compartiments vitaux des espèces, ce qui leur confère un rôle écologique fonctionnel notable. La préservation de lisières de bonne qualité est donc nécessaire à la préservation des écosystèmes ;
- les routes de vols des chiroptères, ces derniers empruntant un réseau d'axes privilégiés de déplacement le long d'éléments structurants du paysage comme les haies, les lisières ou les layons forestiers. Ces axes de vol sont notamment empruntés entre les gîtes (arbres creux, cavités souterraines, caves, greniers...) et les différentes zones d'alimentation riches en insectes (prairies, lisières forestières, haies, plans d'eau, cours d'eau...).

D.III.1.METHODOLOGIE D'EVALUATION

Les enjeux écologiques d'un site ne se limitent pas à l'intérêt patrimonial des habitats et des espèces qui le composent mais doivent également prendre en compte différents niveaux de fonctionnalités écosystémiques. En effet, les habitats et leur disposition dans la matrice paysagère (mosaïque de milieux) jouent des rôles multiples, aussi bien pour les espèces rares et menacées que pour la nature dite « ordinaire ». Les 2 principales fonctions écologiques à prendre en considération sont les suivantes :

- la capacité d'accueil générale des habitats pour les espèces. Il s'agit d'apprécier dans quelle mesure l'habitat ou les ensembles d'habitats ont un rôle particulier de réservoir de biodiversité ;
- le rôle en tant que continuité écologique. Le niveau d'enjeu est d'autant plus important que les habitats ou les ensembles d'habitats sont susceptibles de jouer un rôle particulier pour les déplacements quotidiens ou saisonniers des espèces.

L'appréciation de ces fonctionnalités dans l'aire d'étude est menée à dire d'expert, à partir des éléments suivants :

- une analyse paysagère de l'aire d'étude et ses abords, afin de la contextualiser dans un paysage global : localisation et occupation du sol, principaux obstacles - naturels ou artificiels (fragmentation), principales entités paysagères (mosaïque d'habitat, éléments structurants type haies, lisières, ...) ;
- la qualité des habitats de l'aire d'étude, d'un point de vue à la fois phytoécologique et faunistique, afin d'apprécier l'exploitabilité de ces habitats par la flore et la faune ;
- notre connaissance des mœurs des espèces (écologie et phénologie), pour apprécier leur potentiel d'exploitation de l'aire d'étude (déplacement, alimentation, reproduction, repos) ;
- notre connaissance du secteur de l'aire d'étude, notamment dans le cadre des études écologiques initiales de l'ISDI d'aménagement du golf et du suivi des mesures écologiques menées avec l'exploitant sur la préservation et gestion de la ZNIEFF de type I des Pelouses calcicoles au pied de l'aérodrome de Beynes-Thiverval présent dans l'aire d'étude.

Sur la base de ces éléments d'analyse et des observations faites sur l'aire d'étude (indices de passage (fèces, traces d'alimentation, poils), enregistrement automatique de chauves-souris, couloirs migratoire...), un niveau d'enjeu fonctionnel peut être attribué. Trois niveaux d'enjeu fonctionnel sont définis (présentés ci-dessous). Un habitat ou ensemble d'habitats se voit attribué un niveau d'enjeu fonctionnel s'il joue au moins l'un des deux rôles fonctionnels.

Définition des niveaux d'enjeu fonctionnel	
Elevé	<p>Mosaïques d'habitats présentant une capacité d'accueil d'intérêt régional et/ou situées sur des axes de déplacement d'importance régionale, nationale voire internationale</p> <p>Ces ensembles d'habitats présentent :</p> <ul style="list-style-type: none">- une diversité d'espèces particulièrement importante vis-à-vis des diversités moyennes des habitats qui les entourent ;- ou abritent des populations pérennes et très abondantes d'espèces communes liées à des espaces naturels (par exemple des stations de milliers d'amphibiens ...) ;- ou constituent des territoires d'alimentation, de repos ou d'hivernage privilégiés au niveau régional (site présumé important à l'échelle de plusieurs dizaines de km de rayon).

	<p>Et/ou</p> <p>Ces ensembles d'habitats constituent des axes de déplacement ou des habitats relais privilégiés. Leur importance régionale est généralement reconnue dans les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) ou éventuellement dans des schémas plus locaux (Trame verte et bleue des départements...).</p>
Modéré	<p>Mosaïques d'habitats présentant une capacité d'accueil d'intérêt local à infrarégional et/ou situées sur des axes de déplacement d'importance locale</p> <p>Ces ensembles d'habitats ont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une diversité d'espèces supérieure voire significativement plus élevée que la diversité moyenne des habitats qui les entourent ; - ou abritent des populations pérennes et abondantes d'espèces communes liées à des espaces naturels (par exemple des amphibiens, des insectes pollinisateurs...) ; - ou constituent des territoires d'alimentation, de repos ou d'hivernage privilégiés au niveau local (plusieurs sites comparables existent dans un rayon de quelques km) à supra local (site présumé important à l'échelle de 10 km de rayon). <p>Et/ou</p> <p>Ces ensembles d'habitats constituent des axes de déplacement ou des habitats relais à une échelle locale, généralement reconnue dans certains documents d'urbanisme (Trame verte et bleue des SCOT ou des PLU).</p>
Faible	<p>Mosaïques d'habitats présentant une faible capacité d'accueil des espèces et ne constituant pas des continuités d'intérêt particulier</p> <p>Il peut s'agir d'habitats dont l'état de dégradation ne permet pas l'accueil d'une faune riche et diversifiée et qui sont isolés ou traversés de façon diffuse par différentes espèces sans que des axes majeurs de déplacement puissent être définis.</p>

D.III.2. ENJEUX FONCTIONNELS SUR L'AIRE D'ETUDE

Le tableau ci-après synthétise les enjeux fonctionnels identifiés sur l'aire d'étude. Les enjeux sont présentés par ensemble d'habitat ou d'éléments paysagers, l'association de ces espaces sur une même aire d'étude étant à l'origine de leur fonctionnalité respective. Les fonctionnalités (alimentation, reproduction, repos) et les groupes qu'elles concernent sont repris en commentaire

Identification des parcelles ou ensembles d'habitats	Enjeu fonctionnel (capacité d'accueil et/ou continuité écologique)	Commentaire
Ru de Maldroit	Modéré	Ces espaces jouent le rôle de continuum dans le déplacement d'espèces notamment liées aux milieux humides. La vallée du Ru de Maldroit au niveau de l'aire d'étude est reconnue comme faisant partie d'un corridor de la sous-trame bleue.

Bien que la partie sud de l'aire d'étude fasse partie de l'extrémité d'un corridor de la sous-trame herbacée des milieux calcaires, il n'existe que peu de lien du fait de l'absence de milieux calcaires caractéristiques que le projet prévoit de restaurer lors de ses aménagements. **L'enjeu fonctionnel actuel pour cet ensemble d'habitats reste faible.**

**E. EXPOSE DES MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A
ETE RETENU AU REGARD DES OBJECTIFS DE
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES
RAISONS QUI JUSTIFIENT LE CHOIX OPERE AU
REGARD DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION
RAISONNABLES**

E.I. LES RAISONS DES CHOIX DU PROJET

Dans le contexte de sensibilité agricole et des atouts écologiques potentiels du secteur, le projet vise à :

1. Constituer une opportunité d'améliorer les conditions agronomiques et topographiques pour favoriser l'exploitation agricole du secteur

La constitution du modelé avec des pentes à déclivité faible favorisera l'exploitation agricole en améliorant la qualité agronomique des terres et limitera les ruissellements dans les parcelles en culture. Le projet s'inscrit dans les objectifs locaux de préservation de la pérennité agricole des terrains, notamment portés par l'APPVPA. Le projet prévoit dans le même temps des aménagements hydrauliques qui permettront l'amélioration de la gestion des eaux de ruissellement pluvial en aval du site.

Le projet de réaménagement favorisera l'activité agricole et sa pérennité en limitant les effets hydrauliques récurrents néfastes aux cultures.

Le projet bénéficiera en outre d'une assistance de la Chambre d'Agriculture Régionale d'Île-de-France (CARIDF), pour le suivi de l'amélioration agronomique des terrains. La mission projetée de la CARIDF s'articule, entre autres, autour de l'assistance et de conseils pour les différentes étapes de l'exploitation dont :

- l'établissement d'un guide référentiel de préconisations visant à préserver les sols lors des différentes phases d'aménagement (décapage, remise en état, etc.),
- la caractérisation en amont de leurs apports sur le site des limons et substrats exogènes nécessaires à la reconstitution et à l'amélioration des sols cultivables ;
- l'évaluation de la nouvelle potentialité des sols agricoles réaménagés, tels que la reconstitution de la réserve utile en eau du sol et le potentiel de rendement du sol ;
- un suivi agronomique et pédologique une fois les parcelles remises en culture, en lien avec les exploitants agricoles.

2. Constituer une opportunité de développement écologique visant notamment à la continuité des pelouses calcicoles à proximité

Les enjeux faunistiques et floristiques s'avèrent relativement faibles sur les secteurs étudiés.

Cependant, des ZNIEFF de type I et II sont localisées en limite Sud-Ouest du projet. Il s'agit de la Vallée de la Mauldre et affluents et des Pelouses au pied de l'aérodrome de Beynes-Thiverval (pelouses et fruticées calcicoles semi-arides).

La création du modelé et la gestion envisagées permettront de prolonger ces pelouses calcicoles et de développer ce biocorridor herbacé, objectif compatible avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique et les objectifs de préservation des milieux de la trame calcicole recensés par l'APPVPA.

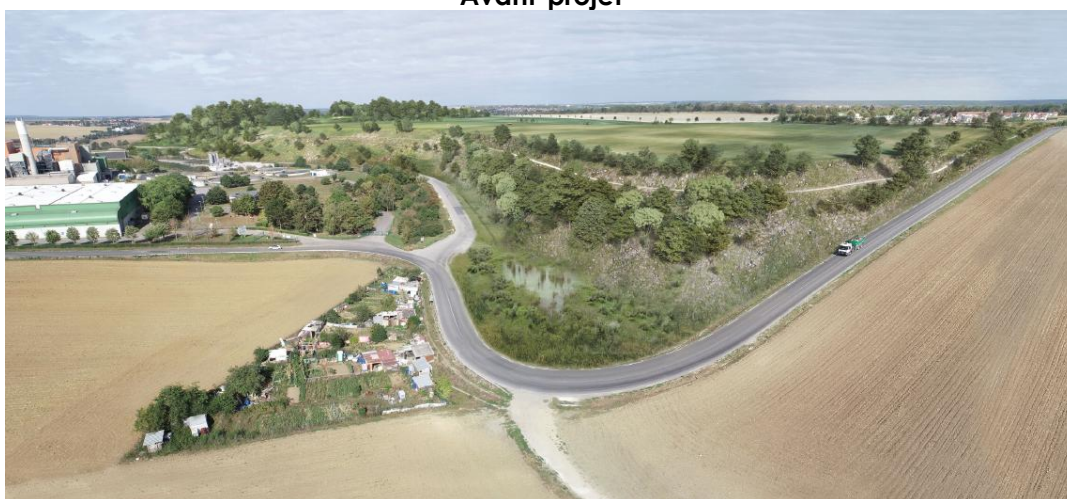
3. Une opportunité de renforcement et de prolongement du masque paysager déjà formé par le Golf

Par la restitution des corridors herbacés et calcicoles et des motifs paysagers diversifiés, notamment au Sud de l'aménagement, le projet permet de renforcer et de prolonger le masque paysager, devant la ZI du Pont cailloux, déjà mis en œuvre avec l'aménagement du Golf aménagé, en conformité avec les objectifs du PLU de la commune de Thiverval-Grignon.

Le projet de valorisation agricole et création d'un biocorridor calcicole prolonge l'attrait écologique de pelouse calcicole et fruticées (ZNIEFF) présent en aval du ru de Maldroit et parfait le caractère de masque paysager de la ZI amorcé par l'aménagement du golf.



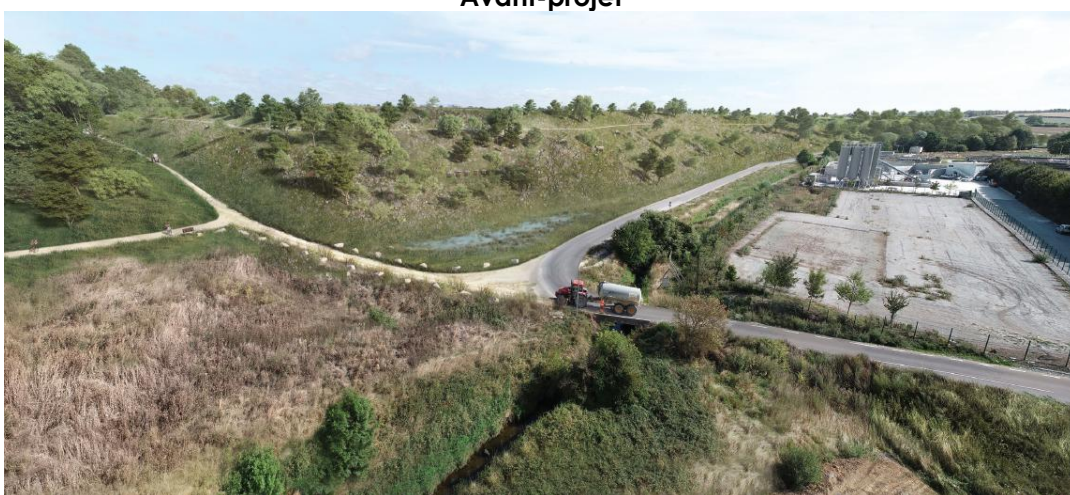
Avant-projet



Après remise en état



Avant-projet



Après remise en état

4. Une opportunité de réponse aux nécessités économiques et structurelles de réception de matériaux inertes issus du BTP

Le projet de valorisation agricole et de création de bio-corridor calcicole permettra de relayer la fin de l'exploitation d'un site de réception et de valorisation de terres et matériaux inertes issus des chantiers de travaux publics de l'Ouest Francilien (golf terminé en 2022).

Ces besoins sont notamment exprimés au sein du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France (PRPGD), approuvé le 21 novembre 2019.

La création de ce site permettra de faire perdurer la réception et la valorisation de déchets inertes sur ce territoire à proximité de la Francilienne et des chantiers du Grand Paris. Elle contribuera à limiter les dépôts sauvages de déchets de travaux publics dans les espaces boisés et le long des routes du territoire.

Le projet permettra ainsi de continuer à répondre au besoin économique de mise en place de site de réception de terres et matériaux inertes issus notamment des chantiers de l'Ouest Franciliens et de réduire les dépôts sauvages de ces matériaux.

F. L'EXPOSÉ DES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

F.I. LA METHODOLOGIE EMPLOYEE

Conformément à l'alinéa II.5°a) de l'article R.122-20 du Code de l'Environnement, la présente description expose les effets notables probables de la mise en œuvre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de THIVERVAL-GRIGNON sur l'environnement :

Ce sont des effets potentiels, pour certains la mise en place des mesures de réduction, d'évitement et/ou de compensation sont effectués.

F.II. L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Domaine	État actuel	Sensibi- lité	Évaluation des incidences potentielles du projet		Mesures et caractéristiques destinées à éviter ou réduire les incidences	Évaluation des incidences résiduelles
Topographie et stabilité	Le projet se situe au niveau de la zone du lieu-dit « côte Grignon », avec un point culminant à 128 m NGF et un point bas à 94 m NGF. Les pentes varient de 2 à 13%. La ligne de crête traverse le secteur d'Ouest en Est. Le site bénéficie d'une orientation Nord - Sud.	Faible	Effet sur la topographie L'objectif des travaux est de reconstituer un espace majoritairement agricole fonctionnel et améliorant les conditions de sols cultivables, dont les pentes modérées varient entre 0,5 % et 7 %. L'objectif parallèle de l'aménagement est également de créer dans les talus plus pentus créés, au Sud, un bio-corridor calcicole selon des pentes caractéristiques de ces milieux représentés en coteaux à l'Ouest le long de la vallée du ru maldroit..	Moyen	Le modelé projeté prévoit une topographie se raccordant aux terrains voisins et de dessiner un modelé plus adapté aux pratiques agricoles, permettant une reconstitution de sols agricoles agronomiquement plus fonctionnels. Le Nord des terrains aménagés, actuellement situés à une altimétrie voisine de 125 m NGF, se prolonge vers le Sud jusqu'à un talus formant un nouveau coteau le long du ru en pente douce. La partie sommitale, dédiée à l'agriculture, présente globalement de légères pentes (entre 0,5 et 7% environ) afin de limiter les effets de stagnation d'eau et permettre l'agriculture, tout en conservant des micro-thalwegs. Au Nord, une légère surélévation des terrains aménagés d'environ 1,50 m génère un talus sinueux variant de 47% à 7% le long du chemin des Nourrices. Le talus Sud présentera, d'Ouest en l'Est, des pentes variant entre 2/1 et 3/2 (entre 47% et 67%). Trois banquettes assurent la stabilité de ce secteur assez pentu et sont réparties tous les 6 m de dénivelée. En secteur Ouest, la pente globale s'adoucit pour atteindre environ 40 % et les banquettes s'effacent pour n'en former qu'une seule et qui sert de support au cheminement pédagogique.	Faible à moyen
Géologie	D'après un sondage réalisé à environ 900 m à l'Est sur 59 m sur le site, la coupe lithologique au droit du secteur est comme suit, du haut vers le bas : <ul style="list-style-type: none"> • Limons de plateau (e. 2 m) ; • Sables d'Auvers-Beauchamps (e. 4 m) ; • Marnes et caillasses lutéciennes (e. 5 m) ; • Calcaire grossier du lutécien (e. 20 m) ; • Argiles plastiques du sparnacien (é. 5 m) ; • Craie blanche à silex du coniacien à campanien (substratum). <p>À noter la présence d'un Arrêté Préfectoral de protection de géotope (APPG) pour « les sites du lutétien dans l'enceinte du Parc de Grignon », à environ 250 m au Nord du site.</p> <p>Etude géotechnique réalisée par la société ATLAS Géotechnique avec réalisation en 2020 d'une reconnaissance avec les investigations suivantes, complétées d'essai en laboratoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 sondages pressiométriques de 6 à 10 m (et 32 essais pressiométriques dans ces sondages précédents, tous les 1 à 1,5 m) ; • 2 sondages à la tarière mécanique de 5,0 m ; • 4 sondages carottés d de 6 à 12 m. • 6 fouilles à la pelle mécanique de 1,2 à 2,5 m <p>La lithologie peut ainsi être résumée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Remblai jusqu'à 0,5 à 1 m (constitués d'argile sableuse grise et de limon sableux marron contenant des débris divers.) • Recouvrement limoneux marron, parfois sableux beige jusqu'à 0,6 à 2,7 m • Au-delà, Craie blanche à silex (avec intercalation locale de lits d'argiles à silex au sein de la Craie blanche à silex). 	Faible	Effet sur la qualité de sol Risque de pollution des sols par la présence d'engins (huile et GNR). Risque de détérioration de la qualité agronomique des terres végétales décapées	Faibl	En cas de découverte de fossiles lors des travaux d'aménagement, les services de la DRIEAT-SNPR seront immédiatement avertis et l'exploitation sera mise à l'arrêt. Plan de circulation et vitesse limitée sur le site pour réduire le risque de collision. Ravitaillement des engins en bord à bord sur aire étanche. Absence de stockage de carburant et de produits dangereux sur le site. Entretien régulier du matériel de la société, en dehors du site. Présence de kits anti-pollution sur le site et dans les engins. Décapage sélectif des terres végétales et stockage en merlon de moins de 2 mètres de hauteur en périphérie. Réutilisation des terres végétales de façon coordonnée dans le cadre du réaménagement du site. Soin apporté à la valorisation agronomique des sols agricoles.	Négligeable

Domaine	État actuel	Sensibi- lité	Évaluation des incidences potentielles du projet		Mesures et caractéristiques destinées à éviter ou réduire les incidences	Évaluation des incidences résiduelles
Eaux souterraines	La nappe concernée par le projet est celle de l'Eocène Moyen et Inférieur (nappe du Lutétien ou de la Craie). Celle-ci est présente à environ 55 m NGF, soit à plus de 40 m sous les terrains du projet. Nappe utilisée dans le cadre de l'alimentation en eau potable. Le projet n'est pas situé dans le périmètre de protection de captage AEP repéré sur le plan des servitudes du PLU.	Moyenne	Effet quantitatif sur les eaux souterraines : Dans le cadre de l'exploitation de l'ISDI aucun prélèvement ne sera effectué. L'eau nécessaire pour l'arrosage proviendra d'une borne d'arrosage existante au sein de la ZI du Pont Cailloux à proximité de la voie d'accès au site et sera utilisée avec l'accord du gestionnaire du réseau.	Négligeable	Apports de matériaux de remblais extérieurs conformes aux seuils d'admission adaptés comme prévu réglementairement à l'article l'arrêté ministériel du 12/12/2014 et uniquement de type terres et pierres (code déchets 20 02 02 et 17 05 04) et de mélanges de béton, tuiles et céramique (code déchets 17 01 07) uniquement pour la sécurisation des pistes. Procédure d'acceptation des matériaux extérieurs.	Négligeable
			Effet qualitatif des eaux souterraines Risques de pollution des eaux liés : <ul style="list-style-type: none"> À l'apport de remblais extérieurs ; Aux opérations de ravitaillement (sur une aire étanche) ; Aux risques d'accidents et de fuites au niveau des engins et des installations. 	Faible	Mesures de prévention : <ul style="list-style-type: none"> Interdiction de pénétrer sur le site et fermeture en dehors des horaires d'ouverture ; Entretien régulier des engins Limitation du risque d'accident sur le site par la réalisation d'un plan de circulation. Gestion des eaux pluviales du site avec présence de bassins d'infiltration. Prise en compte des écoulements pluviaux dans le modelé final et mise en place de bassins et de noues d'infiltration en aval des zones cultivées après remise en état. Opérations de formation et de sensibilisation à l'attention du personnel et des intervenants extérieurs. Procédure de ravitaillement en carburant au droit d'une aire étanche et reliée à un séparateur d'hydrocarbures et équipée d'un obturateur. Procédure d'intervention en cas de déversement accidentel.	Faible
Eaux superficielles	Une étude de gestion des eaux pluviales a été réalisée par le cabinet Greuzat. La commune de Thiverval-Grignon est concernée par le Plan de Prévention de Risque d'Inondation (PPRI) du ru de Gally, approuvé par arrêté préfectoral le 24 juillet 2013. Cependant le Ru de Gally est situé à plus de 1 km au Nord des terrains du projet. Le site n'est donc pas concerné par ce PPRI.	Faible	Risques de pollution des eaux liés : <ul style="list-style-type: none"> À l'apport de remblais extérieurs ; Aux opérations de ravitaillement (sur une aire étanche) ; Aux risques d'accidents et de fuites au niveau des engins et des installations. 	Faible	Voir mesures concernant les eaux souterraines ci-dessus. Gestion des eaux de ruissellement prévue lors des aménagements, par phases, et intégrée dans le cadre du réaménagement. Surveillance et entretien des dispositifs de gestion des eaux (canalisations, bassins, etc.) Pendant l'exploitation, aménagement d'un fossé de récupération des eaux, entre la route des Nourrices et l'entrée du site, équipé de ballots de paille permettant la filtration des eaux Suivi qualitatif annuel des rejets d'eaux pluviales au niveau du ru Maldroit.	Faible
Climat	Climat de type océanique Vents dominants provenant du Sud-Ouest à l'Ouest ainsi que du Nord-Est	Faible	Effet sur le microclimat Modifications possibles des conditions climatiques locales par la modification de la topographie et du sol.	Faible	Retour majoritaire aux occupations du sol initiales (à vocation agricole majoritairement et complémentirement d'espaces naturels) de manière coordonnée avec l'exploitation, dans le cadre de la remise en état du site.	Négligeable
			Effet sur l'émission de Gaz à Effet de Serre (GES) Production de GES dû au transport des matériaux (engins, camions).	Faible	Renouvellement et entretien des engins et des camions. Entretien régulier et le réglage optimum des moteurs. Proximité du site avec les chantiers de terrassement du territoire et Ouest francilien réduisant les distances de transports vers les sites de réception et limitant ainsi les GES du fait de ces transports. Constitution d'une Réserve Utile en eau des sols dans le cadre du réaménagement agricole, qui revêt d'un caractère nécessaire du fait de l'accélération du changement climatique et de ses effets sur les sols alimentaires.	Faible
Risques naturels	La commune de Thiverval-Grignon est concernée par un plan de prévention contre les cavités souterraines, les mouvements de terrain et le retrait et gonflement des argiles.	Très faible	Absence d'effet attendu	Négligeable		Négligeable

Domaine	État actuel	Sensibi- lité	Évaluation des incidences potentielles du projet		Mesures et caractéristiques destinées à éviter ou réduire les incidences	Évaluation des incidences résiduelles
Milieu naturel	Vis-à-vis des périmètres de protection et d'inventaires des milieux naturels : <ul style="list-style-type: none"> L'emprise projet ne fait l'objet d'aucune protection ou reconnaissance écologique directe ; Le projet est implanté en limite Ouest de la ZNIEFF de type II n° 110001369 « Vallée de la Mauldre et affluents ». 	Faible à moyenne pour l'avifaune		Négligeable à moyen pour le Bruant proyer	<p>Les mesures suivantes sont proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mesure d'évitement : Adaptation des périodes d'intervention (ME1) ; Mesures de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Gestion écologique du chantier (MR1) ; Création de sections de haie champêtre au nord et au nord-ouest (MR2) ; Mesure de précaution par rapport aux espèces exotiques envahissantes (MR3) ; Transfert d'habitat favorable aux espèces à enjeu (MR4) ; Mesure limitant l'installation d'Amphibiens à enjeu sur le chantier (MR5) ; Gestion des eaux issues des espaces agricoles réaménagés afin de préserver le coteau calcicole (MR6). Mesure de précaution concernant les espèces invasives pour les gérer et limiter leur introduction lors des travaux (MR3). Mesures d'accompagnement (intégration du projet dans son environnement, avec l'extension et la gestion de nouvelles surfaces de pelouses calcicoles créées dans les talus d'aménagement au Sud) : <ul style="list-style-type: none"> Reconstitution d'un profil de sol et végétalisation écologique du coteau calcicole ; Gestion écologique des pelouses calcicoles ; Plantation de bosquets et arbustes sur le coteau calcicole ; Création et gestion des aménagements hydrauliques-écologiques ; Gestion extensive des habitats ; Élaboration de plans de gestion écologique ; Propositions de changement des pratiques agricoles. Suivi des mesures : <ul style="list-style-type: none"> Un passage tous les deux ans en phase chantier ; Un passage annuel (suivi environnemental de la ZNIEFF) ; Un passage tous les 5 ans sur l'ensemble du site, pour établir un diagnostic écologique complet (ZNIEFF + corridor calcicole crée en tout ou partie) . <p>Suivi écologique sur 15 ans (9/10 ans en cours d'aménagement et 5 ans post-aménagement)</p> <p>Après la mise en place de ces mesures, les niveaux d'impacts résiduels seront faibles à négligeables. En l'absence d'impact résiduel significatif, aucune mesure compensatoire ne se justifie.</p> <p>Dans le cadre de la remise en état, la création du talus calcicole permet de développer un biocorridor le long du Ru du Maldroit.</p>	<p>Faibles à négligeable pendant l'exploitation</p> <p>Positifs après remise en état avec la création du biocorridor calcicole</p>
Natura 2000	<p>Une étude écologique a été réalisée par la société Écosphère.</p> <p>Le site étudié est majoritairement composé d'espaces agricoles. Les habitats naturels notés ne présentent pas d'enjeux majeurs. Les enjeux floristiques apparaissent faibles sur l'aire d'étude.</p> <p>Sur le plan faunistique, les enjeux concernent principalement l'avifaune nicheuse. Plusieurs espèces d'oiseaux protégées, dont une quasi-menacée, fréquentent la zone.</p> <p>D'après le Schéma Régional de Cohérence Ecologique d'Île-de-France (SRCE), l'aire d'étude se situe dans un contexte écologique relativement sensible concerné marginalement par un corridor de la sous-trame herbacée des milieux calcaires. Il se trouve à proximité immédiate d'un corridor de la trame bleue et d'un secteur d'intérêt écologique.</p>	Faible	<p>Les impacts bruts générés par le projet sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> impacts négligeables sur les habitats et les espèces végétales ; impacts bruts de niveau « Moyens » pour le Bruant proyer, impacts bruts de niveau « Faibles » pour l'Accenteur mouchet, l'Alouette des champs, la Bergeronnette printanière, la Fauvette des jardins, la Linotte mélodieuse et le Tarier pâtre ; impacts bruts de niveau « Négligeables » sur les autres espèces animales. <p>Le phasage d'aménagement prévu sur 8,5 ans (ISDI exploitée sur 9 ans pour tenir compte des phases préparatoires et de finalisation) permet de réduire significativement les impacts sur les espèces.</p>	Faible		Négligeable
Zone humide	Aucune zone humide n'a été identifiée au sein du périmètre projet, que ce soit du point de vue du critère pédologique ou de celui de la végétation.	Nulle	Absence de zone humide avérée au droit du site.	Négligeable	Création de noues et de bassins en pied de remblai, dans le cadre du réaménagement du site permettant le développement d'une végétation rivulaire de zone humide.	Positif

Domaine	État actuel	Sensibi- lité	Évaluation des incidences potentielles du projet		Mesures et caractéristiques destinées à éviter ou réduire les incidences	Évaluation des incidences résiduelles
Paysage	<p>Un paysage agraire en lien avec le grand territoire</p> <p>Le projet s'inscrit à l'Est de la Plaine de Versailles, au coeur du paysage agraire qui assure le lien entre la vallée du ru du Maldroit et la vallée du ru de Gally.</p> <p>Relativement éloigné de l'ensemble historique et paysager de Versailles, les terrains du projet sont néanmoins définis dans leurs limites Nord par la présence du patrimoine bâti et naturel remarquable du domaine du Château de Grignon et de son parc boisé qui structurent la plaine, comme en écho au patrimoine versaillais.</p> <p>Une topographie de rebord de plateau</p> <p>Les terrains présentent une déclivité naturelle vers le Sud et assurent la transition entre les légères inflexions du plateau et le fond de la vallée du ru du Maldroit.</p> <p>Ils s'inscrivent au point où le versant, suffisamment doux et concave pour encore accueillir une agriculture, amorce des talus plus prononcés, avant de devenir coteau calcicole en aval. À l'Ouest, le modelé du golf (finalisé en 2022) crée un contraste dans ce contexte.</p> <p>Des motifs paysagers en constante évolution</p> <p>La singularité topographique et les usages passés, lisibles sur les cartes anciennes et à travers la toponymie, ont construits ce paysage avec des motifs, dont certains aujourd'hui ont disparu (alignements d'arbres, vignes, vergers, pâturages,...). Le domaine de Grignon et sa forêt représente l'un des derniers éléments structurant témoin d'un passé lointain. Les trames parcellaires, très spécifiques, en lien avec l'école d'agriculture du château tendent elles aussi à évoluer selon les orientations du domaine.</p> <p>De rares alignements, bosquets ou haies se perçoivent dans le grand paysage. La végétalisation du golf, finalisée en 2022, assure un contraste fort dans le contexte agricole.</p> <p>Dans la vallée, si la ripisylve du ru du Maldroit est assez peu présente, le coteau calcicole représente la richesse naturelle locale.</p> <p>Des usages locaux</p> <p>Les terrains du projet se trouvent à la croisée de secteurs aux usages et évolutions diverses et parfois antinomiques : quartier pavillonnaire de Folleville en développement, pôle de loisir avec le golf, zone d'activités du Pont Caillou, zone naturelle d'intérêt reconnu. Ils sont tous reliés par des cheminements routiers ou doux, plus ou moins fréquentés qui longent l'emprise du projet et forment un ensemble de sensibilités locales.</p> <p>Des enjeux écologiques faibles, mais un contexte local relativement sensible</p> <p>Si les terrains dédiés à l'emprise de réaménagement présentent des enjeux écologiques globalement faibles, les abords de pelouses et fruticés calcicoles semi-aride du coteau à l'Est présente un intérêt dans une démarche de projet d'aménagement.</p>	Forte	<p>Transformation du paysage</p> <p>Modification temporaire du paysage pendant la constitution du modelé (Limites de zones de remblais en cours d'aménagement, clôtures, terrassement, végétalisations par phases,...).</p> <p>Après l'aménagement, la remise en état consiste en un retour à une vocation agricole majoritaire selon un nouveau relief paysager et création d'un coteau calcicole pentu et sinueux, caractéristique de ces milieux locaux (ZNIEFF), à long terme.</p>	<p>Transformation du paysage temporaire (pendant les travaux)</p> <p>Fort</p> <p>Transformation du paysage temporaire (après les travaux)</p> <p>Moyen</p>	<p>Mesures d'évitement</p> <p>Évitement de deux petits bosquets au Nord.</p> <p>Mesures de réduction d'impacts</p> <ul style="list-style-type: none"> Remise en état progressive et coordonnée, avec notamment au début des travaux la création d'un espace récréatif et paysager (temporaire) à proximité du quartier de Folleville et masquant le point noir paysager créé par le secteur industriel de l'usine d'incinération, de la ZI du Pont Caillou : incinérateur, STEP, centrales à Bétons, installations de traitement de déchets, matériaux, etc.; Remise en état final à vocation principale agricole et écologique visant à : <ul style="list-style-type: none"> Respecter au mieux la logique naturelle de la vallée en dégagant un coteau calcaire à caractère naturel avec des pentes variées allant de 2/1 à 3/2 ; Limiter la surélévation du plateau à 1,50 m maximum pour conserver l'effet balcon tout en arasant ou atténuant les effets de talus au Nord (pente du talus Nord de 50 % à 7%) ; Restituer des corridors herbacés et calcicoles et des motifs paysagers diversifiés (alignements, bosquets, fruticées, etc.) ; Assurer une « couture » harmonieuse avec le golf ; Créer des milieux à caractère humide dans le cadre de la gestion des eaux pluviales du site ; Créer un itinéraire pédagogique en lien avec les secteurs habités et le réseau existant (GR1) ; Travailler un espace de transition dans l'axe visuel entre le quartier de Folleville et la zone d'activité, au niveau du coteau recréé en privilégiant des pentes plus raides et des boisements. <p>Mesure d'accompagnement</p> <ul style="list-style-type: none"> Revalorisation du sentier du GR 1 avec également la mise en place de panneaux pédagogiques sur les thèmes locaux (ZNIEFF et biodiversité, géologie, archéologie, agriculture, etc.) ; Gestion extensive des espaces non cultivés par éco-pâturage dans la continuité de la ZNIEFF voisine. 	<p>Pendant l'exploitation</p> <p>Moyen (transformation du paysage)</p> <p>Moyen à faible (perceptions visuelles)</p>
			<p>Perceptions visuelles</p> <p>Perceptions visuelles statiques :</p> <p>Eloignées : vues d'ensemble du coteau depuis Plaisir et Saint Germain de la Grange, atténuées par l'éloignement et le bâti (ZI Pont Caillou, bosquets, etc.).</p> <p>Rapprochée : vue directe depuis le quartier de Folleville.</p> <p>Perceptions visuelles dynamiques</p> <p>Eloignées : vues d'ensemble du coteau atténuées au Sud par l'éloignement réduites atténuées par l'éloignement et le bâti (ZI Pont Caillou, bosquets, etc.).</p> <p>Rapprochées : vue directe sur les talus et leur aspect artificiel, perte de l'effet «balcon» depuis les chemins ruraux.</p>	<p>Perceptions visuelles statiques</p> <p>Effets directs : Fort à moyen à faible pendant les travaux</p> <p>Effets directs : Moyen après les travaux</p> <p>Perceptions visuelles dynamiques</p> <p>Effets directs : Fort (rapproché) à moyen (éloigné) pendant les travaux et moyen à faible après les travaux</p>		<p>Après remise en état</p> <p>Moyen à faible</p>

Domaine	État actuel	Sensibi- lité	Évaluation des incidences potentielles du projet		Mesures et caractéristiques destinées à éviter ou réduire les incidences	Évaluation des incidences résiduelles
Patrimoine culturel	Le périmètre de la demande n'est concerné par aucun périmètre de protection d'un monument historique. L'église Saint-Martin (Thiverval) est le monument historique classé le plus proche (environ 1,1 km). Il n'existe pas de relations visuelles entre le site et celle-ci qui se trouve sur le coteau du ru de Gally. Le parc de l'ancien château de Grignon, monument historique inscrit (compris dans le périmètre de protection des monuments historiques), est l'élément patrimonial le plus proche du projet de valorisation agricole. Le mur d'enceinte et la forêt «intra muros» représentent les limites paysagères Nord au droit du site.	Moyenne	Absence d'effets visuels potentiels notamment depuis les monuments, les axes structurant du domaine du château et perceptions limitées depuis les axes routiers majeurs du site inscrit dans ce secteur (RD 119).	Moyen	cf. mesures relatives au paysage	Faible
Patrimoine archéologique	Lors du diagnostic archéologique conduit par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) sur le projet voisin d'aménagement du Golf, plusieurs niveaux archéologiques ont été identifiés, dont le principal se rattache au Paléolithique supérieur. Daté du Magdalénien (entre -19000 et - 12000 ans), il se matérialise par plusieurs centaines de silex taillés principalement dédiés à la fabrication d'outils.	Forte	Travaux de décapage de la terre végétale pouvant provoquer une destruction de vestige archéologique.	Fort	Réalisation d'un diagnostic archéologique préventif avant le démarrage de l'exploitation du site, et prise en compte des prescriptions de protection le cas échéant.	Faible
Habitat	Les zones d'habitations les plus proches sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> les habitations le long du Chemin des Nourrices « Lotissement de Folleville », situées immédiatement au Nord du périmètre de la demande ; une habitation isolée à environ 110 m au Nord-Est les Habitations du Chemin du pont de Poissy, à environ 145 m au Sud-Est; une habitation isolée à environ 180 m à l'Est ; les habitations Rue Marcel Decarris, à environ 620 m au Sud-Est du site. Aucun établissement de santé n'est recensé par la base de données Finess sur la commune de Thiverval-Grignon. À noter cependant la présence de 2 crèches au Nord du site au niveau du « Lotissement de Folleville », respectivement à environ 220 et 240 m au Nord du site.	Forte	Effets liés aux perceptions visuelles et à l'exploitation du site (trafic, nuisances sonores, poussières, odeurs, etc.).	Moyen	Voir les mesures dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> Paysage et perceptions visuelles ; Desserte et circulation ; Bruit ; Vibration ; Poussières - Émissions - Odeurs. Sensibilisation pédagogique à la biodiversité.	Faible pendant l'exploitation Positif après la remise en état
Activités industrielles et commerciales	La commune de Thiverval-Grignon se situe au cœur d'un tissu économique très dynamique, à proximité de la commune de Plaisir. La commune offre un nombre d'emplois limité (395 recensés en 2017). À Thiverval-Grignon, le secteur industriel et le secteur artisanal n'ont jamais connu un développement important sur la commune. À noter la présence : <ul style="list-style-type: none"> de l'ancienne ISDI exploitée par la société TERSEN, qui a mené à la réalisation du golf, immédiatement à l'Ouest; de la Zone Industrielle du Pont Cailloux, au Sud du projet, avec des activités dans le domaine des déchets avec notamment le Centre de valorisation des déchets (CNIM), un centre de traitement de déchets industriels (SEPUR), la déchetterie de Plaisir ; d'une entreprise de béton ciré (C&M Paris) immédiatement au Nord du site, au niveau du « Lotissement de Folleville ». 	Moyenne	Poursuite de l'activité d'ISDI d'aménagement de terrains de la société TERSEN dans ce secteur géographique. Confirmation de la non-incidence de l'aménagement concernant la dispersion des rejets atmosphériques du CVE Maintien des emplois directs et indirects.	Positif		Positif

Domaine	État actuel	Sensibi- lité	Évaluation des incidences potentielles du projet		Mesures et caractéristiques destinées à éviter ou réduire les incidences	Évaluation des incidences résiduelles
Activités agricoles / Agronomie	<p>Les terrains du projet sont quasi exclusivement des terrains agricoles avec la présence du chemin rural de Neauphle-le-château.</p> <p>Avec 3 sièges d'exploitations (propriétaires exploitants), les surfaces agricoles couvrent environ 54% du territoire communal, à vocation principalement céréalière.</p> <p>Conclusions sur l'état pédo-agronomique des terrains :</p> <ul style="list-style-type: none"> forte hétérogénéité de la conductimétrie sur les parcelles exploitées ; faibles épaisseurs de substrats reposant rapidement sur le sol crayeux ; très faibles Réserves Utiles constatées du fait de la faible profondeur des sols ; Qualité agronomique des terrains Nord et Sud évaluée faible par rapport à la frange médiane ; <p>Sous rendement de 20 à 40 % observé sur les parcelles du projet en comparaison à la moyenne des cultures du secteur et du département des Yvelines.</p>	Moyenne	Modification de la topographie et de l'occupation des sols et de la structure du sol avec un impact potentiel fort sur la perte de surface agricole et/ou de la valeur agronomique des terrains.	Forte	<p>Maintien d'environ 27,8 ha de terrains agricoles (contre 36 ha initialement présents) donc perte d'une surface agricole relativement limitée.</p> <p>Phasage d'exploitation et de réaménagement coordonné défini de manière à maintenir une surface agricole exploitable (à aménager ou réaménagée) maximale.</p> <p>Amélioration de la valeur agronomique des sols à vocation agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> réduction des pentes des terrains agricoles restituées (de l'ordre de 1 à 2 %), évitant les phénomènes de ruissellement ; apports de limons et de substrats fertiles extérieurs en vue de reconstituer une Réserve Utile en eau des sols ; épaisseurs fonctionnelles et homogènes (50 cm de limons et 30 cm de substrats fertiles). <p>Suivi de l'amélioration des terrains grâce à une convention d'assistance et de conseils signée avec de la Chambre d'Agriculture Régionale d'Île-de-France (CARIDF) pour une durée de 11 ans (9 ans d'exploitation suivis de 2 ans d'observations post-aménagement).</p>	Positif
Tourisme et loisirs	<p>Les activités de loisirs des environs sont majoritairement liées aux espaces naturels et forestiers situés dans le secteur, ainsi qu'au château de Versailles situé à moins de 15 km du site.</p> <p>Le GR 1 (tour d'Île de France) passe en limite Ouest du site.</p> <p>Des stades de football sont présents au niveau du « Lotissement de Folleville », immédiatement au Nord du site.</p> <p>Le Golf 18 trous de Thiverval résulte de l'exploitation d'une ISDI, par la société TERSEN, jusqu'en 2022. Il est situé immédiatement à l'Ouest des terrains du projet et a ouvert en 2024, suite à une année de travaux de verdissement.</p>	Moyenne	<p>Pas d'impact direct du projet sur les activités de loisirs ou touristiques.</p> <p>Perceptions visuelles du site accrues .</p>	Faible	<p>Absence de croisement de la circulation camion et du chemin de randonnée pendant toute la durée de l'exploitation.</p> <p>Mise en place d'un balisage, de panneaux de circulation et de passages aménagés au droit du chemin de randonnée.</p> <p>Réalisation d'une aire récréative au démarrage de l'exploitation dans le coin Nord-est du projet, à destination du lotissement de Folleville. Maintien et entretien de cette aire récréative durant toute l'exploitation du site.</p>	Faible
Desserte et circulation routière	<p>Le site est desservi par la RN 12 en empruntant la RD 30 et la RD 109, de la même façon que l'ancienne ISDI exploitée par TERSEN pour la réalisation du golf de Thiverval. L'exploitation de cette ISDI a entraîné, jusqu'en 2022, une moyenne de 104 rotations de camions par jour, soit un trafic moyen horaire de 12 camions/heure.</p> <p>Les trafics routiers moyens journaliers sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> de 13 680 véhicules en 2013 (dont 5 % de poids lourds) sur la RD 109 à Thiverval-Grignon ; de 16 539 véhicules (dont 4 % de poids lourds) en 2018 sur la RD 30 à Thiverval-Grignon; <p>Des comptages automatiques ont été menés sur le Chemin des Nourrices en avril 2018. Sur deux semaines de comptages, le nombre moyen journalier de poids lourds s'élève 1 204 PL/jour.</p>	Moyenne	<p>Apports de remblais prévus sur environ 8,5 ans avec les cadences de 400 000 m³/an en moyenne et de 550 000 m³/an au maximum. L'exploitation de ce site entraîne en moyenne 107 rotations de camions par jour (au maximum 147 rotations par jour).</p> <p>Continuité et maintien du trafic dans des proportions similaires à ce qui a été pratiqué sur l'ISDI voisine, et selon les mêmes conditions d'accès sécuritaire (voie privée dédiée à l'accès au site, sans utilisation de la voisine interne de la ZI du Pont Cailloux).</p> <p>La part des camions (en aller/retour) transportant les matériaux inertes sur le trafic de voies empruntées peut être estimée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> sur la RD 109 : <ul style="list-style-type: none"> Trafic tout véhicule : 2,5 % en moyenne et 3,4 % au max ; Trafic Poids lourds : 31 % en moyenne et 42 % au max ; sur la RD 30 : <ul style="list-style-type: none"> Trafic tout véhicule : 1,5 % en moyenne et 2,0 % au max ; Trafic Poids lourds : 22 % en moyenne et 30 % au max ; du trafic PL sur le Chemin des Nourrices : 18 % en moyenne et 24 % au maximum. 	Moyen	<p>Transport des matériaux jusqu'au site à l'aide de camions en rotation qui emprunteront le Chemin des Nourrices puis la RD 109 et la RD 30 pour rejoindre la RN 12.</p> <p>Maintien des conditions d'accès de l'ancienne ISDI du golf puis emprunt de pistes privées aux abords du projet.</p>	Faible
Voie fluviale	Absence de voie navigable dans le secteur du site	Faible	Absence de possibilité d'utiliser le mode de transport fluvial.	Nuls		Nuls
Voie ferrée	La gare de Plaisir-Grignon située à environ 1,8 km au Sud-est du site est une gare ferroviaire des lignes de Saint-Cyr à Surdon et de Plaisir - Grignon à Épône - Mézières. Elle est actuellement desservie par les trains de la ligne N du Transilien.	Faible	Absence de possibilité d'utiliser le mode de transport ferré.	Nuls		Nuls
Air	<p>Station de mesure de la qualité de l'air installée au niveau de la commune de Versailles (à environ 15 km à l'Est du site) globalement bonne, mais dépassements :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des seuils d'information pour l'ozone et pour les PM10 ; Des seuils d'alerte pour l'ozone. 	Moyenne	<p>Voir le domaine « Climat » ci-avant .</p> <p>Une étude de faisabilité environnementale et sanitaire dans le cadre de la demande d'adaptation des seuils d'admission réglementaires des déchets inertes a été réalisée par la société AnteaGroup. Celle-ci conclut à un risque pour la santé des riverains considéré comme non préoccupant.</p>	Faible	Voir le domaine « Climat » ci-avant .	Faible à négligeable

Domaine	État actuel	Sensibilité	Évaluation des incidences potentielles du projet		Mesures et caractéristiques destinées à éviter ou réduire les incidences	Évaluation des incidences résiduelles
Émission de gaz Odeur	Les sources de poussières et de gaz du secteur sont liées à la circulation routière.	Faible	Le roulage des camions et des engins ainsi que la manutention des matériaux de remblais peuvent être à l'origine d'émission de poussières.	Faible à moyen	Arrosage des pistes et des zones en travaux par temps sec. Les travaux de remblayage à proximité des habitations seront réalisés au démarrage de l'exploitation, sur une courte durée et en dehors de période sèche et végétalisés selon les meilleurs délais de plantations possibles. Mise en place d'un suivi des retombées de poussières avec la méthode des jauges.	Faible
Poussières	Aucune odeur particulière n'a été identifiée lors des visites de site.	Faible				
Bruit	Dans le secteur étudié, de nombreuses sources sonores sont identifiées : <ul style="list-style-type: none"> Le trafic routier et les activités commerciales et industrielles (ISDI voisine, zone d'activités) ; Les activités agricoles. Un constat acoustique de l'installation a été effectué par le Cabinet Greuzat en mai 2020 pour déterminer les niveaux sonores de l'état initial au droit : <ul style="list-style-type: none"> Des habitations au Nord du site (52,0 dB(A)) ; Du golf à l'Ouest du site (66,2 dB(A)) ; Des habitations à l'Est du site (45,5 dB(A)) ; Des habitations au Sud-Est du site (53,7 dB(A)). 	Fort	Futures sources de bruits : <ul style="list-style-type: none"> Roulage des camions et engins ; Mise en remblai des matériaux (utilisation de pousseurs de terres). Réalisation d'une étude acoustique par le Cabinet Greuzat avec simulation des activités de remblayage au plus près des habitations et dans des conditions majorantes : D'après les résultats des simulations menées, le projet sera conforme à la réglementation pendant toutes ses phases d'aménagement et ne nécessite la réalisation d'aucune mesure d'atténuation acoustique particulière.	Faible	Éloignement relatif du remblai par rapport aux habitations du secteur. Réalisation du remblai au plus près des habitations au démarrage de l'exploitation et de courte durée. Mise en place d'un merlon phonique d'accompagnement de 3 m de hauteur, au Sud du secteur en cours d'aménagement, lors des travaux dans la partie Est du site. Mise en place d'un merlon périphérique sur le demi-périmètre Sud de l'aire récréative qui permettra de limiter les nuisances pour le hameau de Folleville en phase d'aménagement. Horaires d'activité diurnes (7h-17h). Conformité et entretien des engins et des camions. Suivi acoustique mis en place sur le site et adaptation des mesures en cas de constatation de dépassement réglementaire.	Faible
Vibration	Des vibrations peuvent éventuellement provenir de la circulation des véhicules. Ces vibrations constituent un faible bruit de fond.	Très faible	Sans objet	Nul		Nul
Émissions lumineuses	Il n'y a actuellement pas d'émission lumineuse au droit du site. Dans les environs, les sources lumineuses sont liées à la circulation des voitures, camions et trains circulant sur les différentes voies de circulation.	Très faible	Émissions lumineuses liées aux engins et aux installations (principalement en hiver).	Négligeable		Négligeable
Déchets	Absence de dépôts ou de production de déchets sur le site.	Nulle	Production de déchets qui seront évacués par des entreprises spécialisées : <ul style="list-style-type: none"> Résidus métalliques, pièces d'usure diverses issues des opérations d'entretien du matériel du site ; Emballages divers, plastiques, bois, cartons ; Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection ; Déchets ménagers courants produits par le personnel du site. 	Faible	Présence d'une benne de collecte des déchets indésirables détectés en petites quantités dans certains apports de déchets inertes. Tri des déchets de fonctionnement. Évacuation selon les filières de valorisation et d'élimination réglementaire. Suivi des déchets par l'intermédiaire d'un registre et des bordereaux de suivi des déchets.	Faible
Biens matériels - Ouvrages techniques	Il n'y a pas de bâtiment au sein du site et dans ses environs immédiats. Concernant les réseaux, ont été recensés en dehors du site : <ul style="list-style-type: none"> Fibre optique au Nord ; Réseau Rrange et réseau électrique souterrain au Sud-Ouest. 	Très faible	Risque de détérioration d'un réseau voisin.	Faible	Travaux réalisés dans le périmètre de la demande. Réalisation de DICT avant le démarrage des aménagements et prise en compte des réseaux existants et intégration de mesures conservatoires le cas échéant.	Nul
Risques technologiques	La commune de Thiverval-Grignon n'est pas concernée par un Plan de Prévention de Risques Technologiques (PPRT) Au voisinage du site étudié se trouvent : <ul style="list-style-type: none"> l'ISDI déjà exploitée par la société TERSEN (à l'Ouest du site) ; Un centre de valorisation des déchets (au Sud du site). 	Faible	Les risques recensés pour ce type d'activité sont : <ul style="list-style-type: none"> Le risque incendie ; Le risque de pollution accidentelle. 	Faible	Accès interdit au public. Site clôturé et portails fermés en dehors des heures d'ouverture. Plan de circulation et vitesse limitant le risque de collision. Sensibilisation du personnel, sous-traitants et consignes de sécurité affichées : <ul style="list-style-type: none"> Interdiction de tout brûlage à l'air libre ; Plan de prévention, avec consignes de sécurité, en cas de travaux par des intervenants extérieurs ; Moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; Rappel du code de la route et de la signalisation routière ; Formations sur la conduite d'engins effectuées par le personnel habilité. Entretien régulier des engins en dehors du site. Présence d'extincteurs dans les engins et dans les locaux.	Faible

G. L'EVALUATION DES INCIDENCES SUR LE SITE NATURA 2000

G.I.1. RAPPEL DU CADRE JURIDIQUE DE L'EVALUATION DES INCIDENCES

I.1.1. LE RESEAU NATURA 2000

La création du réseau Natura 2000 constitue le pivot de la politique communautaire de conservation de la nature. Chaque pays de l'Union Européenne doit identifier sur son territoire les zones naturelles les plus remarquables par leur richesse naturelle et en décrire les moyens d'en assurer la conservation à long terme. Le réseau Natura 2000 est donc un réseau d'espaces naturels visant à préserver les richesses naturelles de l'Union Européenne tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles. Il est composé :

- **des ZSC désignées au titre de la directive Habitats-Faune-Flore** (92/43/CEE, complétée par 2006/105/CE) concernant la protection des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvage. Les annexes I et II de ce texte énumèrent respectivement les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire dont certains sont prioritaires (en voie de disparition). Cette directive a été transcrite en droit français par l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001. Avant d'être définitivement désignés en ZSC par arrêté ministériel, les sites Natura 2000 sont qualifiés de SIC – Sites d'Intérêt Communautaire (le statut réglementaire est équivalent) ;
- **des Zones de Protection Spéciales (ZPS) désignées au titre de la directive Oiseaux** (2009/147/CE ex 79/409/CEE) qui visent à assurer la préservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen. L'Annexe I de ce texte énumère les espèces les plus menacées au niveau européen qui doivent faire l'objet de mesures de conservation spéciales concernant leur habitat afin d'assurer leur survie et leur reproduction. Pour maintenir ces zones dans un état de conservation favorable, les États Membres peuvent utiliser des mesures complémentaires, administratives ou contractuelles. L'objectif est de promouvoir une gestion adaptée des habitats tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales de chaque État Membre. L'objectif de ce réseau est d'assurer la pérennité ou, le cas échéant, le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels, des habitats d'espèces de la directive « Habitats » et des habitats d'espèces de la directive « Oiseaux ». Ce réseau européen de sites Natura 2000 doit aussi contribuer à la mise en œuvre du concept de développement durable en cherchant à concilier au sein des sites qui le composent les exigences écologiques des habitats naturels et des espèces en cause avec les exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que les particularités régionales et locales. Ces sites ne sont donc pas des zones protégées d'où l'homme serait exclu, et encore moins des sanctuaires de nature. Ils sont simplement des espaces gérés avec tous les usagers, de telle sorte qu'ils puissent préserver leurs richesses patrimoniales et leur identité en maintenant les activités humaines.

Ainsi, la désignation des sites ne conduit pas les États Membres à interdire a priori les activités humaines, dès lors que celles-ci ne remettent pas en cause significativement l'état de conservation favorable des habitats et des espèces concernées.

I.1.2. CADRE REGLEMENTAIRE

Conformément aux articles 6.3 et 6.4 de la directive « Habitats » (92/43/CEE) et aux dispositions réglementaires prévues aux articles L. 414-4 à L. 414-7 et articles R. 414-10 et R. 414-19 à R. 414-24 du Code de l'environnement et en référence au décret n° 2001-1216 du 20 décembre 2001 relatif à la gestion des sites Natura 2000, modifiant le code rural, une évaluation des incidences du projet sur l'état de conservation des espèces et des habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation des sites potentiellement impactés doit être réalisée. Le Décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 et la circulaire du 15 avril 2010, relatifs à l'évaluation des incidences Natura 2000, ont précisé et modifié les modalités de constitution du dossier d'évaluation. L'objectif est d'apprécier si le projet a ou non des effets significatifs

dommageables sur l'état de conservation des habitats et/ou espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 (habitats et espèces indiqués dans le Formulaire standard des données). Les effets du projet sont également évalués en tenant compte des objectifs de conservation et de restauration définis dans les documents d'objectifs.

I.1.3. CONTENU DE L'EVALUATION DES INCIDENCES

Le contenu de l'évaluation des incidences est défini par l'article R. 414-23 du code de l'environnement. L'évaluation des incidences se fait au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire (espèces animales et végétales), pour lesquelles le site a été désigné. C'est-à-dire au regard de l'ensemble des mesures requises pour conserver ou rétablir ces habitats et ces populations d'espèces de faune et de flore dans un état favorable à leur maintien à long terme. L'évaluation des incidences porte sur les zones naturelles relevant des dispositions de la directive « Habitats » 92/43/CEE du 21 mai 1992 et de la directive « Oiseaux » 2009/147/CE du 30 novembre 2009. La transposition en droit français de ces directives a été achevée par les articles L.414-1 à 7 et les articles R.414-1 et suivants du Code de l'Environnement. Cette analyse d'incidences est menée conformément aux articles 6.3 et 6.4 de la directive « Habitats » ainsi qu'au décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000, complété par la circulaire du 15 avril 2010. Ces dispositions prévoient que les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou installations, lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site. Le dossier d'évaluation des incidences comprend :

- **une première partie (évaluation préliminaire)** consacrée à la description du projet (incluant une carte de sa localisation par rapport aux sites Natura 2000) et à l'analyse de ses éventuels effets notables, temporaires ou permanents, directs ou indirects, sur les habitats naturels et les espèces ayant justifié la désignation du site. S'il apparaît que le projet n'engendre aucun effet notable dommageable sur l'état de conservation des habitats et des espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000, l'évaluation des incidences se termine avec cette évaluation préliminaire. Dans le cas contraire, après une analyse des incidences attendues, la deuxième partie doit être développée ;
- **une deuxième partie consacrée aux mesures proposées pour supprimer ou réduire les effets dommageables notables du projet** (évaluation détaillée première partie) sur les objectifs de conservation du site Natura 2000 et à l'exposé des éventuels effets dommageables résiduels après la mise en oeuvre des mesures précitées. Si malgré les mesures proposées, l'incidence résiduelle reste significative sur l'état de conservation des habitats et des espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000, le dossier doit comprendre également une troisième partie relative à la justification et aux mesures compensatoires
- **si les mesures prévues à la deuxième étape précitée ne suffisent pas pour supprimer ou réduire les effets significatifs dommageables du projet sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000, une troisième partie** (procédure dérogatoire) consacrée à l'exposé des raisons de l'absence de solution alternative satisfaisante (description des solutions alternatives), de la justification de la réalisation du projet et des mesures compensatoires prévues pour maintenir la cohérence globale du réseau Natura 2000, ainsi que de l'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge par le maître d'ouvrage.

L'effet notable dommageable doit être apprécié à la lumière des caractéristiques et des conditions environnementales spécifiques du site concerné par le projet, compte tenu particulièrement des objectifs de conservation et de restauration définis dans le DOCOB (Document d'Objectifs). L'atteinte à l'état de conservation d'un habitat ou d'une espèce

ayant justifié la désignation du site constitue un effet dommageable notable. Dans ce cas, le projet remet en cause l'intégrité écologique du site Natura 2000. L'état de conservation est apprécié en fonction de la vulnérabilité des habitats et des espèces dans leur aire de répartition naturelle. L'évaluation des incidences doit répondre au principe de proportionnalité, c'est-à-dire en relation avec l'importance (*a priori*) des effets du projet sur l'état de conservation des espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 (Art. R 414-23). D'après l'article R. 414-23 du code de l'environnement modifié par le décret n°2010-365 du 9 avril 2010, le dossier d'évaluation des incidences doit comprendre a minima :

1. une présentation simplifiée du projet avec une carte de localisation par rapport au réseau Natura 2000 ;
2. un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000.

G.1.2.EVALUATION PRELIMINAIRE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Dans le contexte du réseau Natura 2000 et de ses aires réglementées (ZPS = Zone de Protection Spéciale, ZSC = Zone Spéciale de Conservation, SIC = Site d'Importance Communautaire), la zone d'étude se trouve à proximité de deux sites Natura 2000 dans un rayon de 10 kilomètres :

Sites	Superficie	Principaux habitats et espèces justifiant leur désignation au réseau Natura 2000	Distance du projet	Opérateur
ZPS « l'Étang de Saint-Quentin » (n°FR1110025)	96 ha	8 espèces d'intérêt communautaire dont : 2 nicheuses régulières (Blongios nain, Martin-pêcheur d'Europe) ; 6 espèces signalées sur la zone : Butor étoilé, Busard des roseaux, Balbuzard pêcheur, Avocette élégante, Combattant varié, Guifette noire)	A 7 km au sud-est du projet	Syndicat Mixte de la Base de Loisirs de l'Étang de Saint-Quentin-en-Yvelines
ZPS « Massif de Rambouillet et zones humides proches » (n°FR1112011)	17 110 ha	23 espèces d'intérêt communautaire dont : 7 nicheuses régulières (Blongios nain, Martin-pêcheur d'Europe, Bondrée apivore, Engoulevent d'Europe, Pic noir, Pic mar, Pie-grièche écorcheur) et 5 nicheuses irrégulières (Milan noir, Busard des roseaux, Busard Saint-Martin, Balbuzard pêcheur, Alouette lulu) 11 espèces signalées sur la zone : Butor étoilé, Aigrette garzette, Grande aigrette, Héron pourpré, Busard cendré, Marouette ponctuée, Échasse blanche, Avocette élégante, Sterne pierregarin, Guifette moustac et Guifette noire	A 9 km au sud du projet	ONF SMAGER

Les autres sites N2000 sont trop éloignés pour présenter un quelconque lien écologique fonctionnel. La carte ci-après présente la localisation du périmètre de la demande par rapport au réseau Natura 2000 local.

G.I.3.DESCRPTION DES SITES NATURA 2000 CONCERNES PAR LE PROJET

La ZPS « l'Étang de Saint-Quentin » est un ensemble de plan d'eau, landes, marais, tourbières et prairies. Créée au XVII^e siècle afin d'alimenter en eau les fontaines du château de Versailles, le site est favorable à l'avifaune ce qui a conduit son classement partiel en réserve naturelle. Les oiseaux d'intérêt communautaire ayant justifiés la désignation de cette ZPS sont présentés ci-dessous :

Oiseaux d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZPS « l'Étang de Saint-Quentin » (adapté du FSD de mars 2006)

Nom français	Nom scientifique	Statut sur la ZPS	Effectif minimal (individus)	Effectif maximal (individus)	Enjeu de conservation	État de conservation (échelle UE)
Blongios nain	<i>Ixobrychus minutus</i>	Reproduction	1	1	-	-
Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	Reproduction	1	1	-	-
Butor étoilé	<i>Botaurus stellaris</i>	Hivernage	0	2	-	-
Busard des roseaux	<i>Circus aeruginosus</i>	Reproduction	0	1	-	-
Balbusard pêcheur	<i>Pandion haliaetus</i>	Migration	1	3	-	-
Avocette élégante	<i>Recurvirostra avosetta</i>	Migration	17	55	-	-
Combattant varié	<i>Philomachus pugnax</i>	Migration	14	17	-	-
Guifette noire	<i>Chlidonias niger</i>	Migration	18	48	-	-

La ZPS « Massif de Rambouillet et zones humides proches » est un massif forestier comprenant forêt domaniale, forêt privée ou appartenant à des collectivités. Il est caractérisé par la présence de vastes landes humides et/ou sableuses et d'un réseau hydraulique constitué par Louis IV pour l'alimentation du Château de Versailles. La diversité des sols et la présence de nombreuses zones humides sont à l'origine de la richesse biologique du site. Les oiseaux d'intérêt communautaire ayant justifiés la désignation de cette ZPS sont présentés ci-dessous :

Oiseaux d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZPS « Massif de Rambouillet et zones humides proches » (adapté du FSD de mars 2006)

Nom français	Nom scientifique	Statut sur la ZPS	Effectif minimal (individus)	Effectif maximal (individus)	Enjeu de conservation	Évaluation globale
Blongios nain	<i>Ixobrychus minutus</i>	Reproduction	1	5	Moyenne/réduite	Significative
Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	Reproduction	10	10	Bonne	Bonne
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	Reproduction	13	21	Bonne	Bonne
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	Reproduction	30	30	Bonne	Bonne
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	Sédentaire	30	30	Bonne	Bonne
Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	Sédentaire	120	120	Bonne	Bonne
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	Reproduction	1	3	Moyenne/réduite	Significative
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Reproduction	0	1	-	-
Busard des roseaux	<i>Circus aeruginosus</i>	Reproduction	0	1	-	-
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>	Reproduction	0	1	-	-
		Hivernage	20	20	-	-

Nom français	Nom scientifique	Statut sur la ZPS	Effectif minimal (individus)	Effectif maximal (individus)	Enjeu de conservation	Évaluation globale
Balbusard pêcheur	<i>Pandion haliaetus</i>	Reproduction	1	1	Moyenne/réduite	Significative
Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>	Reproduction	1	2	Moyenne/réduite	Significative
		Hivernage	0	2	Moyenne/réduite	Significative
Butor étoilé	<i>Botaurus stellaris</i>	Hivernage	5	5	-	-
Grande Aigrette	<i>Ardea alba</i>	Migration	5	5	-	-
		Hivernage	5	5	-	-
Aigrette garzette	<i>Egretta garzetta</i>	Migration	10	10	-	-
Héron pourpré	<i>Ardea purpurea</i>	Migration	5	5	-	-
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	Sédentaire	-	-	-	-
Marouette ponctuée	<i>Porzana porzana</i>	Migration	2	2	-	-
Echasse blanche	<i>Himantopus himantopus</i>	Migration	2	2	-	-
Avocette élégante	<i>Recurvirostra avosetta</i>	Migration	20	20	-	-
Sterne pierregarin	<i>Sterna hirundo</i>	Migration	20	20	-	-
Guifette moustac	<i>Chlidonias hybrida</i>	Migration	5	5	-	-
Guifette noire	<i>Chlidonias niger</i>	Migration	20	20	-	-

G.I.4.OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Concernant la **ZPS « Massif de Rambouillet et zones humides proches »**, compte tenu des enjeux écologiques identifiés dans le DOCOB, les habitats à préserver pour la conservation

des populations nicheuses d'oiseaux d'intérêt communautaire sont : les milieux forestiers, les milieux humides et les milieux ouverts. Pour ce faire, il est prévu en particulier :

- **objectif 1** : maintenir des habitats favorables aux espèces forestières ;
- **objectif 2** : maintenir des habitats favorables aux espèces liées aux milieux ouverts ;
- **objectif 3** : restaurer des habitats favorables aux espèces liées aux milieux ouverts ;
- **objectif 4** : améliorer les conditions d'implantation d'espèces en forêt ;
- **objectif 5** : conserver et gérer les milieux humides, particulièrement les roselières ;
- **objectif 7** : aménager des sites de reproduction artificiels ;
- **objectif 8** : maîtriser les activités scientifiques, halieutiques, sur certains secteurs en période sensible ;
- **objectif 9** : contrôler les espèces envahissantes ;
- **objectif 10** : maîtriser les causes de dérangements ;
- **objectif 11** : contrôler les populations de sanglier ;
- **objectif 12** : améliorer, compléter, préciser les connaissances de certaines espèces prioritaires sur la ZPS ;
- **objectif 13** : suivre l'évolution des populations des différents espèces prioritaires ;
- **objectif 14** : communiquer, sensibiliser sur Natura 2000 et les espèces. Animer le Docob.

Concernant, la **ZPS « l'Étang de Saint-Quentin »**, il n'existe pas de DOCOB. Dans le FSD sont mentionnés deux objectifs de gestion : ✓ restaurer et augmenter la biodiversité en oiseaux migrateurs. Ceci implique, notamment, le maintien ou la création de vasières, la conservation de formations ouvertes autour des points d'eau, l'entretien des lisières, la création de nouvelles zones d'alimentation et le suivi des populations faunistiques ; ✓ gérer les niveaux d'eau compatibles avec le stationnement des oiseaux migrateurs en établissant "un règlement d'eau" avalisé par les différents acteurs.

G.I.5.EVALUATION PRELIMINAIRE

I.5.1. HABITATS ET ESPECES DES ZONES SPECIALES DE CONSERVATION

Compte tenu de la nature du projet, des distances aux autres sites Natura 2000 et de l'occupation du sol du secteur du projet (milieux agricoles intensifs), aucun lien écologique fonctionnel n'existe entre le site du projet et les habitats, les plantes, les chiroptères, les amphibiens, les insectes et les poissons ayant justifié les périmètres des ZSC.

I.5.2. LES OISEAUX DES ZONES DE PROTECTION SPECIALE

Parmi les vingt-cinq espèces de l'annexe I de la directive « Oiseaux » ayant justifié la création des sites Natura 2000 « Massif de Rambouillet et zones humides proches » et « l'Étang de Saint-Quentin » (Aigrette garzette, Alouette lulu, Avocette élégante, Balbuzard pêcheur, Blongios nain, Bondrée apivore, Busard cendré, Busard des roseaux, Busard Saint-Martin, Butor étoilé, Combattant varié, Échasse blanche, Engoulevent d'Europe, Grande Aigrette, Guifette noire, Guifette moustac, Héron pourpré, Marouette ponctuée, Martin-pêcheur d'Europe, Milan noir, Pic noir, Pic mar, Pie-grièche écorcheur, Sterne pierregarin), neuf sont mentionnées dans la bibliographie. 4 sont indiquées nicheuses aux abords : la Bondrée apivore, les Pics mar et noir et le Busard Saint Martin. Les trois premières espèces sont liées aux boisements. La Bondrée fréquente également les prairies pour son alimentation. Ces habitats sont absents dans l'aire d'étude ou très dégradés. Concernant le Busard Saint-Martin, il n'a pas été observé lors des inventaires de 2018. « L'enclavement » des cultures de l'aire d'étude n'est pas particulièrement favorable à cette espèce qui préférera les espèces plus « ouverts » au nord, au sud et au nord-est. Il peut occasionnelle fréquenter l'aire d'étude en recherche alimentaire. Ces observations sont valables pour les Busards cendré et des roseaux. 2 autres ont été mentionnées aux abords du projet hors période de nidification : l'Alouette lulu et la Grande Aigrette. Il est probable que ces espèces survolent l'aire d'étude sans toutefois avoir de lien particulier. Concernant les 16 autres espèces, le contexte agricole du site n'est pas favorable à ces espèces des milieux humides, forestiers ou agricoles extensives.

Par conséquent, les incidences du projet sur les vingt-cinq espèces de l'annexe I de la directive « Oiseaux » ayant justifié la création de la ZPS apparaissent faibles à négligeables.

G.I.6. CONCLUSION DE L'ETUDE D'INCIDENCES NATURA 2000

Au terme des analyses des risques et compte tenu de l'absence de lien écologique fonctionnel, on peut donc considérer que le projet n'aura pas d'incidence significative sur les espèces ayant motivé la désignation des sites Natura 2000 des environs, ainsi que sur leur état de conservation. De même, le projet n'aura pas d'incidence significative sur les ZSC et ZPS localisées dans un rayon de 10 km. **Au final, le projet n'est pas de nature à engendrer une incidence significative sur la cohérence du réseau Natura 2000 et sur l'état de conservation des populations d'espèces d'intérêt communautaire.**

H.INDICATEURS DE SUIVI ENVIRONNEMENTAUX

Conformément à l'alinéa 6° de l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme, le présent chapitre définit les critères, indicateurs et modalités retenues pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme.

Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Les indicateurs permettent de suivre, de façon régulière et homogène, les effets de la déclaration de projet et des mesures préconisées, mais aussi l'évolution de certains paramètres de l'état de l'environnement.

Les indicateurs concernent l'ensemble des thématiques et des enjeux environnementaux identifiés dans les chapitres précédents. La périodicité de suivi prévue est de 3 à 5 ans en fonction de l'évolution en particulier des secteurs d'extension.

Il existe deux types d'indicateurs :

- **Les indicateurs d'état**, qui permettent d'exprimer des changements dans l'environnement, et notamment de mettre en évidence des incidences imprévues lors de l'évaluation environnementale du PLU,
- **Les indicateurs d'efficacité**, qui permettent de mesurer l'avancement de la mise en œuvre des orientations du PLU et de suivre l'efficacité des éventuelles mesures de réduction.

Indicateurs de suivi pour toutes les thématiques :

Grandes thématiques	Sous thématiques	INDICATEURS	Valeur de référence 2025	En 2031
Milieux physiques & Ressources naturelles	Consommation d'espaces agricoles et naturels Qualités des sols, réseau hydrographique et zones humides	Analyse de la surface agricole.	36.9 ha	
		Analyse du nombre d'opération nécessitant des modifications importantes de la topographie.	Non quantifiable	
		Analyse des linéaires de cours d'eau et fossés.	1,2 km	
		Analyse de la surface des zones humides impactées.	0 ha de zone humide impactée	
	Ressource en eau potable (quantité et qualité)	Vérifier la qualité des cours d'eau et de la masse d'eau souterraine.	Très bonne qualité	

	Entités naturelles et continuités écologiques	Analyse des surfaces naturelles identifiées/protégées réglementairement.	0 ha	
		Analyse des aménagements d'accompagnement réalisés.	Non quantifiable	
		Analyse du nombre d'obstacles aux continuités écologiques.	Voiries	
Cadre de vie, paysage et patrimoine	Paysage naturel et de campagne	Analyse de l'évolution des superficies d'espaces prairial, agricoles et naturelles	36.9 ha	
	Patrimoine urbain et historique	Evolution du nombre de bâtiments remarquables sur site.	0	
		Evolution du nombre de bâtiment agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination	0	
	Accès à la nature, espaces vert	Analyse des linéaires de liaisons douces créés ou aménagés	0,9 km	
		Evolution des EBC	0 ha	
Risques, nuisances et pollutions	Risques naturels	Nombre de catastrophes naturelles prononcées.	1	
		Le risque lié à la présence de carrières et d'anciennes carrières	Aucune	
	Risques technologiques	Evolution du nombre d'entreprise à risque.	0	
		Evolution du nombre de sites potentiellement pollués existants	3	
	Nuisances	Mise en place de mesures de protection	Non quantifiable	